

Comptes consolidés

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

État de la situation financière

en k€	Notes	2020	2019
<i>Goodwill</i>	A1-A3	134 762	312 882
Immobilisations incorporelles	A2-A3	147 631	272 134
Immobilisations corporelles	A4	205 815	224 792
Droits d'utilisation	A5	33 502	34 003
Autres actifs financiers	A6	2 979	12 195
Participations comptabilisées par mise en équivalence	A7	3 245	3 392
Impôts différés actifs	A8	13 757	12 991
Actif non courant		541 691	872 390
Stocks et travaux en-cours	A9	211 037	206 582
Créances clients	A10	101 693	99 386
Autres actifs financiers	A6	7 395	346
Autres débiteurs	A11	67 755	50 899
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A12	181 890	93 656
Actifs destinés à être cédés	A13	—	—
Actif courant		569 770	450 869
Actif		1 111 461	1 323 259
Capital émis		10 573	10 573
Réserves attribuables aux propriétaires de la société mère		612 355	507 210
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	A14	622 928	517 783
Intérêts non contrôlés	A14	34 250	34 096
Capitaux propres		657 177	551 878
Impôts différés passifs	A8	30 337	34 658
Provisions pour avantages du personnel	A15	22 126	20 294
Autres provisions	A16	8 454	8 551
Obligations locatives	A17	26 803	26 090
Autres passifs financiers	A18	51 684	306 869
Autres créditeurs	A19	3 191	2 427
Passif non courant		142 595	398 889
Autres provisions	A16	1 021	1 055
Dettes fournisseurs	A20	105 254	95 769
Obligations locatives	A17	7 968	8 573
Autres passifs financiers	A18	32 021	120 556
Autres créditeurs	A19	165 425	146 538
Passif courant		311 689	372 492
Passif		1 111 461	1 323 259

État du résultat de la période

en k€	Notes	2020	2019	Variation
Revenu des activités ordinaires	A21	934 198	938 342	-0,4%
Achats consommés	A22	-316 636	-314 805	
Charges externes	A23	-158 692	-173 037	
Charges de personnel		-278 479	-280 819	
Impôts et taxes		-13 287	-13 328	
Dépréciations et provisions	A24	-40 249	-38 113	
Autres produits et charges courants	A25	2 020	4 207	
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions¹		128 875	122 447	5,2%
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	A24	-8 385	-15 048	
Résultat opérationnel courant		120 491	107 399	12,2%
Autres produits et charges non courants	A26	65 171	-9 429	
Résultat opérationnel		185 662	97 970	89,5%
Produits et charges financiers	A27	-10 425	-20 298	
Résultat avant impôt		175 237	77 672	125,6%
Impôt sur le résultat	A28	-33 774	-23 438	
<i>Dont impôt non courant sur le résultat</i>		-1 717	459	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	A7	306	188	
Résultat net courant²	A29	78 314	63 391	23,5%
Résultat de la période		141 769	54 422	160,5%
attribuable aux propriétaires de la société mère		137 465	51 550	166,7%
attribuable aux intérêts non contrôlés		4 304	2 872	49,8%
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, par action	A30	16,29 €	6,11 €	166,5%
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, dilué par action	A30	16,29 €	6,11 €	166,5%

¹ Afin de présenter une meilleure vision de notre performance économique, nous isolons l'impact des dotations aux amortissements des actifs incorporels issus des opérations d'acquisition. Celui-ci s'avère en effet matériel compte tenu des dernières opérations de croissance externe réalisées. En conséquence, notre état du résultat indique un résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions (voir note A24).

² Depuis 2017, nous présentons un "Résultat net courant" qui correspond au résultat net retraité des éléments suivants :

- la ligne "Autres produits et charges non courants" ;
- l'impôt non courant, qui comprend l'impact fiscal des "Autres produits et charges non courants", ainsi que tous les produits et charges fiscaux non récurrents.

Au 31 décembre 2020, la ligne "Dont impôt non courant sur le résultat" dont les montants sont présentés dans la note A29, correspond :

- à l'économie d'impôt sur la dépréciation des actifs destinés à la fabrication du vaccin Leishmaniose ;
- à la charge d'impôt induite par la cession de la gamme Sentinel[®] réalisée par notre filiale aux États-Unis.

État du résultat global

en k€	2020	2019	Variation
Résultat de la période	141 769	54 422	160,5 %
Écarts de conversion	-34 287	5 489	
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture	1 832	-2 645	
Autres éléments du résultat global - Éléments recyclables	-32 455	2 844	-1241,2 %
Écarts actuariels	-1 984	-1 027	
Autres éléments du résultat global - Éléments non recyclables	-1 984	-1 027	124,0 %
Autres éléments du résultat global (avant impôt)	-34 439	1 817	-1995,4 %
Impôt sur les autres éléments recyclables du résultat global	-627	840	
Impôt sur les autres éléments non recyclables du résultat global	517	326	
Résultat global	107 220	57 405	86,8 %
attribuable aux propriétaires de la société mère	103 360	56 605	82,6 %
attribuable aux intérêts non contrôlés	3 860	800	382,5 %

État de variation des capitaux propres

en k€	Capital émis	Primes	Réserves	Réserves de conversion	Résultat de la période	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2018	10 573	6 534	439 650	-16 548	20 099	460 307	35 567	495 875
Affectation du résultat 2018	—	—	20 099	—	-20 099	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	—	—	—	—	-1 756	-1 756
Titres d'autocontrôle	—	—	2 411	—	—	2 411	—	2 411
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	—	—	-1 540	—	—	-1 540	-516	-2 056
Résultat global	—	—	-2 507	7 562	51 550	56 605	800	57 404
Capitaux propres au 31/12/2019	10 573	6 534	458 114	-8 986	51 550	517 783	34 096	551 878
Affectation du résultat 2019	—	—	51 550	—	-51 550	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	—	—	—	—	-3 706	-3 706
Titres d'autocontrôle	—	—	911	—	—	911	—	911
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	—	—	874	—	—	874	—	874
Résultat global	—	—	-262	-33 843	137 465	103 360	3 860	107 220
Capitaux propres au 31/12/2020	10 573	6 534	511 187	-42 829	137 465	622 928	34 250	657 177

L'assemblée générale des actionnaires de Virbac en date du 22 juin 2020 a décidé qu'il n'y aurait aucune distribution de dividendes au titre du résultat de l'exercice 2019.

Le poste "Autres variations" inclut sur l'exercice une correction d'erreur sur le calcul d'un impôt différé passif relatif à des actifs incorporels dans notre filiale néo zélandaise, pour un montant global de 0,9 million €.

État de variation de la trésorerie

en k€	2020	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	93 656	62 810
Concours bancaires courants	-13 770	-19 173
Intérêts courus non échus passifs	-37	-49
Trésorerie nette d'ouverture	79 849	43 588
Trésorerie et équivalents de trésorerie	181 890	93 656
Concours bancaires courants	-2 306	-13 770
Intérêts courus non échus passifs	-18	-37
Trésorerie nette de clôture	179 567	79 849
Impact des écarts de conversion	-8 828	261
Impact des mouvements de périmètre	—	—
Variation nette de la trésorerie	108 547	36 000

État des flux de trésorerie

en k€	Notes	2020	2019
Résultat de la période		141 769	54 422
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	A7	-306	-188
Élimination des amortissements et provisions	A16-A24	57 757	59 629
Élimination de la variation d'impôts différés	A8	-3 283	-4 711
Élimination des résultats de cessions	A25-A26	-73 010	-2 503
Autres charges et produits sans impact trésorerie		-253	-292
Marge brute d'autofinancement		122 674	106 357
Incidence de la variation nette des stocks	A9	-22 090	-9 074
Incidence de la variation nette des créances clients	A10	-7 626	2 460
Incidence de la variation nette des dettes fournisseurs	A20	12 079	2 705
Incidence de la variation nette des autres créances et dettes	A11-A19	7 161	13 460
<i>Dont dette d'impôt sur les sociétés provisionnée sur la période</i>		<i>37 684</i>	<i>28 149</i>
<i>Dont impôt sur les sociétés payé</i>		<i>-30 187</i>	<i>-26 784</i>
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement		-10 475	9 550
Intérêts financiers nets décaissés	A27	8 697	15 702
Flux net de trésorerie généré par l'activité		120 896	131 609
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	A2-A20	-8 513	-6 276
Acquisitions d'immobilisations corporelles	A4-A20	-22 458	-16 717
Cessions d'immobilisations	A25	363 825	7 304
Variation des actifs financiers	A6	4 716	-437
Variation des dettes relatives aux acquisitions d'actifs		—	—
Acquisitions de filiales ou d'activités		—	—
Cessions de filiales ou d'activités		—	—
Retenue à la source sur distributions		—	—
Dividendes reçus	A7	—	—
Flux net affecté aux investissements		337 570	-16 126
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		—	—
Dividendes versés aux intérêts non contrôlés		-3 706	-3 740
Variation des titres d'autocontrôle		143	1 926
Augmentation/réduction de capital		—	—
Placements de trésorerie		-28	—
Souscriptions d'emprunts	A18	44 997	67 564
Remboursements d'emprunts	A18	-373 337	-120 292
Remboursements d'obligations locatives	A17	-9 291	-9 239
Intérêts financiers nets décaissés	A27	-8 697	-15 702
Flux net provenant du financement		-349 920	-79 483
Flux de trésorerie		108 547	36 000

Depuis l'entrée en vigueur de la norme *IFRS 16* à compter du 1^{er} janvier 2019, les paiements de loyers antérieurement présentés dans le flux net de trésorerie généré par l'activité sont désormais reportés dans le flux net provenant de l'activité de financement (remboursements d'obligations locatives et intérêts financiers nets décaissés - voir notes A17 et A27).

La ligne "Élimination des résultats de cessions" comprend 69 643 k€ relatifs au résultat de la cession des droits aux marques de la gamme Sentinel[®]. Le prix de cession est, quant à lui, reflété sur la ligne "Cessions d'immobilisations" pour 363 330 k€.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Note d'information générale

Virbac est un laboratoire mondial indépendant exclusivement dédié à la santé animale qui dispose sur ce marché d'une gamme complète destinée aux animaux de compagnie et aux animaux de production.

L'action Virbac est cotée à la bourse de Paris sur le compartiment A de l'Euronext.

Virbac est une société anonyme de droit français, dont la gouvernance a évolué en décembre 2020 d'une organisation à directoire et conseil de surveillance vers une organisation intégrant une direction générale (qui s'appuie sur un comité de direction Groupe) et un conseil d'administration. Son nom commercial est "Virbac". La société a été créée en 1968 à Carros.

L'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire du 17 juin 2014 ayant adopté la résolution relative à la refonte des statuts, la durée de la société a été prorogée de 99 ans, c'est-à-dire jusqu'au 17 juin 2113.

Le siège social est situé à 1^{ère} avenue 2065m LID, 06516 Carros. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Grasse sous le numéro 417350311 RCS Grasse.

Nos comptes consolidés de l'exercice 2020 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 16 mars 2021. Ils seront soumis pour approbation à l'assemblée générale des actionnaires du 21 juin 2021 qui dispose du pouvoir de les faire modifier.

Les notes explicatives, ci-après, accompagnent la présentation de nos comptes consolidés et en sont partie intégrante.

Événements significatifs de la période

Activité maintenue face à la crise Covid-19

En mars, face à la pandémie de Covid-19 qui a frappé le monde de plein fouet, des mesures sanitaires strictes ont été déployées dans toutes nos filiales. Nos équipes IT se sont mobilisées en lien avec l'ensemble des acteurs de Virbac pour faciliter les nouveaux modes de collaboration induits par le télétravail généralisé. En externe, fournisseurs, partenaires, et centres de recherche & développement externes ont été à pied d'œuvre pour maintenir nos activités d'innovation, de production et de livraison.

L'ensemble de ce dispositif, couplé à la combativité, la solidarité et la résilience de nos équipes dans leur ensemble, a permis de relever les défis liés à la sécurité de nos employés et au maintien de notre activité essentielle pour les animaux et la santé publique. En 2020, nous avons constaté des réductions de dépenses importantes, volontaires ou subies, conséquence directe de la situation sanitaire. Ces réductions de coûts opérationnels portent essentiellement sur des dépenses commerciales et des frais de déplacements, et bien que difficiles à évaluer avec précision, se situent autour de 15 millions €. Nous avons également bénéficié, dans certains pays, de mesures gouvernementales d'accompagnement des entreprises mais dont le montant est jugé peu matériel au niveau du Groupe.

Cession des marques Sentinel[®] à MSD Santé Animale

Au terme d'un accord signé en mai 2020, nous avons cédé à MSD Santé Animale au mois de juillet, un ensemble de droits pour les États-Unis sur les solutions antiparasitaires Sentinel[®] Flavor Tabs[®] et Sentinel[®] Spectrum[®] pour un montant de 410 millions US\$.

Les termes de l'accord ont porté sur la cession, aux États-Unis, des marques, autorisations de mise sur le marché, brevets, savoir-faire et autres actifs, relatifs à deux antiparasitaires pour chiens : Sentinel[®] Flavor Tabs[®] et Sentinel[®] Spectrum[®]. Dans le cadre de cette transaction, nous conservons notre structure commerciale quasiment inchangée et continuerons de fabriquer Sentinel[®] Spectrum[®] sur notre site de Bridgeton, Missouri, pendant les dix prochaines années pour le compte de MSD Santé Animale.

Aux États-Unis, Sentinel[®] Flavor Tabs[®] et Sentinel[®] Spectrum[®] ont généré un chiffre d'affaires d'environ 70 millions US\$ en 2019. Au moment de l'acquisition en 2015, nous prévoyions d'importantes synergies sur les gammes historiques à travers l'accès à de nouvelles grandes cliniques vétérinaires et le doublement de la force de vente. Ces synergies attendues ne se sont pas matérialisées en raison de l'interruption temporaire du site de fabrication de Bridgeton, tandis que le nombre de marques dans le segment de marché des antiparasitaires a continué de croître au cours des dernières années. La cession de ces marques a été une opportunité de nous désendetter significativement. Aux États-Unis, elle nous permet également de nous recentrer sur notre portefeuille existant de produits proposés aux cliniques vétérinaires et aux propriétaires d'animaux, et de maximiser notre potentiel de croissance, soit de manière organique à travers de futurs lancements, soit par acquisitions.

Réduction significative de l'endettement

En 2020, la cession des marques Sentinel[®] aux États-Unis nous a permis de rembourser l'essentiel de nos dettes et de disposer d'une trésorerie nette positive. Les lignes tirées en dollars américains ont été remboursées et la majeure partie de nos financements, à maturité 2022 pour l'essentiel, ont été conservés pour couvrir d'éventuels besoins en fonds de roulement, des opérations de croissance externe ou d'autres projets.

Arrêt temporaire du site de production mondiale de vaccins chiens et chats

En avril, suite à une rupture de canalisation souterraine, nous avons arrêté la fabrication sur le site de Carros pendant deux mois. Durant cette période, nos équipes ont mené des investigations et actions correctives incluant d'importants travaux sur le réseau d'évacuation des effluents.

Cet arrêt total de la fabrication a eu pour conséquence des ruptures dans l'approvisionnement des vaccins à l'échelle mondiale, des péremptions sur des suspensions d'actifs biologiques, et une baisse du chiffre d'affaires dont

le montant exact est difficile à évaluer compte tenu des perturbations sur la demande dans le contexte de la Covid-19. Nous observons cependant une baisse de notre chiffre d'affaires des vaccins chiens et chats sur l'année 2020 de 12 millions € hors CaniLeish. Les pertes induites ont été en partie prises en charge par notre assureur et à ce titre, nous avons reconnu dans nos comptes 2020 un produit d'indemnité d'assurance d'un montant de 3,6 millions € en couverture des pertes opérationnelles.

Par ailleurs, l'inspection des réseaux enterrés de tous les sites de production a démarré en 2020 et se poursuivra en 2021.

Décision de mettre un terme à la production du vaccin leishmaniose

Suite à l'arrivée en 2016 d'un nouvel acteur sur le marché, disposant d'un procédé d'injection simplifié par rapport à celui commercialisé par Virbac, nous avons été amenés à revoir à la baisse nos plans d'affaires et à reconnaître des dépréciations de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) Vaccin leishmaniose dans nos comptes.

Compte tenu du niveau de ventes, qui a fortement baissé ces dernières années, et face à des difficultés techniques rencontrées dans les phases de fabrication, nous avons pris la décision, au mois de juin, de mettre un terme à la production de notre vaccin contre la leishmaniose.

Conformément à IAS 36, les actifs résiduels relatifs à cette UGT ont été totalement dépréciés. La dépréciation a été reconnue dans les comptes en autres produits et charges non courants pour un montant de 4,5 millions €. En raison de la non-matérialité de cette ligne d'activité, nous n'avons pas retenu l'application du critère d'activité abandonnée au sens d'IFRS 5.

Transformation digitale

En janvier, nous avons démarré le programme Odyssey en vue du déploiement en 2022 en France et aux États-Unis d'une nouvelle solution ERP (*Enterprise resource planning*), d'une plateforme collaborative achats et de deux solutions expertes pour couvrir les processus de fabrication (*MES - Manufacturing execution system*) et de contrôle qualité (*Lims - Laboratory information management system*).

Avec Odyssey, nous accélérons notre transformation des opérations industrielles aux plans technologique et organisationnel afin de garantir performance, agilité et pérennité de l'entreprise.

Nouvelle gouvernance

En décembre, notre gouvernance a évolué d'une organisation à directoire et conseil de surveillance vers une organisation intégrant une direction générale (qui s'appuie sur un comité de direction Groupe) et un conseil d'administration, aujourd'hui la forme de gouvernance la plus courante pour les sociétés françaises cotées en bourse.

Cette évolution permettra de renforcer la continuité et la pérennité de notre gouvernance opérationnelle au travers d'une plus grande diversité et d'une meilleure répartition des rôles et responsabilités, rendue d'autant plus nécessaire que Virbac grandit et se développe à travers le monde.

Événements significatifs postérieurs à la clôture

Virbac reprend des actifs d'Elanco

En conséquence des engagements pris par Elanco vis-à-vis de la Commission européenne dans le cadre de l'acquisition de la division santé animale de Bayer, Virbac a obtenu en février 2021 les droits de programmes de développement *early stage* de produits antiparasitaires d'Elanco. En complément, Virbac a également obtenu une participation aux frais de développement, ainsi que les droits mondiaux sur deux produits pour animaux de compagnie (Itrafungol et Clomicalm) dont le chiffre d'affaires se situe autour de 11 millions € en année pleine. Ces reprises d'actifs devraient avoir un impact limité sur l'*Ebita* et ne remettent pas en cause notre perspective pour l'année 2021.

Brexit au 1^{er} janvier 2021

La société a procédé à l'analyse de sa situation au regard du Brexit et n'a identifié aucune conséquence financière significative à ce titre. À noter que cet événement avait été anticipé par les équipes, et les opérations avaient été organisées en conséquence.

Crise sanitaire de la Covid-19

Pour l'année 2021, en fonction de la durée, de l'expansion géographique et des conséquences économiques et sociales en découlant, la crise sanitaire pourrait avoir un impact sur nos activités. Comme mentionné dans les événements significatifs de la période, nous avons mis en place un *corpus* de mesures et un pilotage au quotidien afin de prévenir et limiter les impacts potentiels (dispositif de gestion de crise, politiques de gestion de la *supply chain* et des stocks, réajustement des cibles de nos stocks de sécurité, plans de continuité d'activité des sites industriels, politiques de diversification du sourcing et renforcement des relations avec nos fournisseurs stratégiques...). Par ailleurs, notre présence globale en termes de zones géographiques, catégories de produits et canaux de distribution, la très forte réactivité et la capacité d'adaptation de nos équipes à travers notre modèle d'organisation, ainsi que la robustesse de notre situation financière constituent des atouts pour faire face aux conséquences économiques de cette crise. Nous restons cependant vigilants à l'évolution de la situation dans les prochains mois et mobilisés pour y faire face.

Principes et méthodes comptables

Conformité et base de préparation des comptes

Conformément au règlement n°1606/2002 du parlement européen et du conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, nous présentons nos états financiers consolidés selon le référentiel comptable international. Ce référentiel intègre les normes comptables internationales *IFRS* (*International financial reporting standards*), les *IAS* (*International accounting standards*) ainsi que les interprétations *SIC* (*Standards interpretations committee*) et *IFRIC* (*International financial reporting interpretations committee*) applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2020.

Nos états financiers consolidés au 31 décembre 2020 sont établis conformément au référentiel publié par l'*IASB* (*International accounting standards board*) et au référentiel adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2020. Le référentiel IFRS adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2020 est disponible à la rubrique "Interprétations et normes *IAS/IFRS*", sur le site suivant :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/index_fr.htm.

Les états financiers consolidés ont été établis selon les principes généraux des *IFRS* : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

Nouvelles normes et interprétations

Normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2020

Pour la présentation des comptes consolidés de l'exercice 2020, nous avons appliqué l'ensemble des normes et interprétations entrées en vigueur au niveau européen, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. Ces normes et interprétations sont présentées ci-après.

■ Amendement IAS 1 et IAS 8. Définition du terme "significatif" IAS 1 et IAS 8

Cet amendement précise qu'une information présente un caractère significatif si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que son omission, son inexactitude ou son obscurcissement influencent les décisions que prennent les principaux utilisateurs des états financiers.

■ Amendement IFRS 3. Définition d'une activité IFRS 3

Cet amendement précise la définition d'une activité en proposant une démarche d'analyse en deux étapes et en visant à limiter la diversité des pratiques relatives à la notion d'activité.

■ IAS 39 - IFRS 7 - IFRS 9 Réforme des taux de référence (Phase 1)

Ces textes prévoient des mesures d'assouplissement des critères d'application de la comptabilité de couverture afin de permettre aux entités de maintenir leurs relations de couverture durant la période de transition aux nouveaux taux.

■ Amendement IFRS 16

Cet amendement est relatif aux concessions de loyers dans le cadre de la pandémie de Covid-19.

■ Amendement des normes IFRS pour mise à jour des références au cadre conceptuel IFRS

Cet alignement avec le nouveau cadre conceptuel publié en 2018 concerne les normes et interprétations suivantes : *IFRS 2*, *IFRS 3*, *IFRS 6*, *IFRS 14*, *IAS 1*, *IAS 8*, *IAS 34*, *IAS 37*, *IAS 38*, *IFRIC 12*, *IFRIC 19*, *IFRIC 20*, *IFRIC 22* et *SIC 32*.

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence sur nos comptes.

Normes et interprétations applicables par anticipation au 1^{er} janvier 2020

À la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations listées ci-après étaient émises respectivement par l'*IASB* et l'*IFRS IC* mais non encore adoptées par l'Union européenne.

■ IAS 39 - IFRS 7 - IFRS 9 Réforme des taux de référence (Phase 2)

■ Amendement IFRS 4 "Contrats d'assurance"

■ Amendement IAS 37

■ Amendement IFRS 3 - Mise à jour du cadre conceptuel

■ Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2018/2020

■ Amendement IAS 1 - Classement des dettes en courant/non courant

Nous avons choisi de ne pas appliquer ces normes et interprétations par anticipation mais avons commencé à analyser les conséquences de leur application. Nous appliquerons, le cas échéant, ces normes dans nos comptes dès leur adoption par l'Union européenne.

Règles de consolidation appliquées

Périmètre et méthodes de consolidation

Conformément à *IFRS 10* "États financiers consolidés", nos états financiers consolidés incluent les comptes de toutes les entités que Virbac contrôle directement ou indirectement, quel que soit son niveau de participation dans les capitaux propres de ces entités. Une entité est contrôlée par Virbac dès lors que les trois critères suivants sont cumulativement respectés :

- Virbac détient le pouvoir sur la filiale lorsqu'elle a des droits effectifs qui lui confèrent la capacité de diriger les activités pertinentes ;
- Virbac est exposée à, ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec cette entité ;
- Virbac a la capacité d'exercer son pouvoir sur cette entité de façon à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

La détermination du contrôle prend en compte l'existence de droits de vote potentiels s'ils sont substantifs, c'est-à-dire s'ils peuvent être exercés en temps utile lorsque les décisions sur les activités pertinentes de l'entité doivent être prises.

Les entités sur lesquelles Virbac exerce ce contrôle sont consolidées par intégration globale. Le cas échéant, les intérêts non contrôlés (intérêts minoritaires) sont évalués à la date d'acquisition à hauteur de la juste valeur des actifs et passifs nets identifiés.

Conformément à *IFRS 11* "Partenariats", nous classons les partenariats en coentreprise. Selon les partenariats, Virbac exerce :

- un contrôle conjoint sur un partenariat lorsque les décisions concernant les activités pertinentes du partenariat requièrent le consentement unanime de Virbac et des autres parties partageant le contrôle ;
- une influence notable sur une entreprise associée lorsqu'elle détient le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois pouvoir contrôler ou exercer un contrôle conjoint sur ces politiques.

Les coentreprises et les entreprises associées, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence conformément à la norme *IAS 28* "Participations dans des entreprises associées et coentreprises".

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 regroupent les états financiers des sociétés que Virbac contrôle directement ou indirectement, de droit ou de fait. La liste des sociétés consolidées est présentée en note A40.

Toutes les transactions réalisées entre les sociétés du Groupe ainsi que les profits internes sont éliminés dans les comptes consolidés.

Méthodes de conversion

■ Conversion des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées

Les valeurs immobilisées et les stocks acquis en devises sont convertis en monnaie fonctionnelle aux cours de change en vigueur à la date d'acquisition. L'ensemble des actifs et passifs monétaires libellés en devises est converti aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les gains et pertes de change qui en résultent sont enregistrés au compte de résultat.

■ Conversion des comptes des sociétés étrangères

En application de la norme *IAS 21* "Effets des variations des cours des monnaies étrangères", chacune de nos entités comptabilise ses opérations dans sa monnaie fonctionnelle, monnaie la plus représentative de son environnement économique.

Nos états financiers consolidés sont présentés en euros. Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis selon les principes suivants :

- les postes du bilan sont convertis au taux en vigueur à la clôture de la période. L'écart de conversion résultant de l'application d'un taux de change différent sur les capitaux propres d'ouverture est porté en capitaux propres au bilan consolidé ;
- les comptes de résultat sont convertis au taux moyen de la période. L'écart de conversion résultant de l'application d'un taux de change différent du taux de bilan est porté en capitaux propres au bilan consolidé.

Règles comptables appliquées

Goodwill

Les *goodwill* comptabilisés à l'actif de notre état de la situation financière correspondent à l'excédent, à la date d'acquisition, du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Ils incluent également le montant des fonds de commerce acquis.

Conformément aux dispositions de la norme *IAS 36* "dépréciation d'actifs", la valeur des *goodwill* est testée au moins une fois par an, lors de la clôture annuelle, indépendamment de tout indice de perte de valeur, et systématiquement dès lors que des événements ou des circonstances nouvelles indiquent une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests, les valeurs d'actifs sont regroupées par UGT. Dans le cas des *goodwill*, les actifs associés portés par l'entité juridique constituent généralement le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des flux de trésorerie. L'entité juridique est donc retenue comme UGT. Dans la mise en œuvre des tests de perte de valeur des *goodwill*, nous appliquons une approche par *DCF* (*Discounted cash flow*). Cette approche consiste à déterminer la valeur d'utilité de l'UGT par actualisation des flux de trésorerie estimés futurs. Lorsque la valeur d'utilité de l'UGT se révèle inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée afin de ramener la valeur nette comptable des actifs de l'UGT à leur valeur recouvrable, définie comme la plus élevée de la

juste valeur nette et de la valeur d'utilité. Le *goodwill* est en premier lieu déprécié, avant de déprécier les autres actifs au prorata de leur poids sur l'ensemble des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT.

Les flux de trésorerie futurs utilisés pour les tests de perte de valeur sont calculés sur la base d'estimations (*business plans*) projetées sur un horizon de cinq ans.

Tous les *business plans* sont validés par la direction générale des filiales ainsi que par la direction financière du Groupe. Le directoire (conseil d'administration depuis le 15 décembre 2020) valide formellement les *business plans* et les principales hypothèses du test de dépréciation des UGT les plus significatives.

Pour les projections de flux de trésorerie, les taux de croissance à l'infini retenus en fonction des produits et des anticipations de croissance de marché, ainsi que les taux d'actualisation basés sur la méthode du coût moyen pondéré du capital après impôt sont présentés en note A3. Le calcul des taux d'actualisation est régionalisé, avec le support d'un cabinet d'évaluation.

Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur sont sensibles aux hypothèses retenues en matière de prix de vente et de coûts futurs, mais aussi en matière de taux d'actualisation et de croissance à l'infini. Des calculs de sensibilité permettant de mesurer notre exposition à des variations significatives de ces hypothèses sont réalisés.

Immobilisations incorporelles

La norme *IAS 38* définit les six critères requis pour la comptabilisation d'un actif incorporel :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement ;
- intention d'achever le projet ;
- capacité à utiliser cet actif incorporel ;
- démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif ;
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet, et
- évaluation fiable des dépenses de développement.

■ Frais de développement internes

Ils ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que si les six critères d'*IAS 38* sont satisfaits.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition historique incluant les frais d'acquisition, augmentés le cas échéant des coûts internes des personnels ayant contribué à la réalisation de l'immobilisation incorporelle.

■ Projets de recherche et développement acquis séparément

Les paiements effectués pour l'acquisition séparée de travaux de recherche et développement sont comptabilisés en tant qu'actifs incorporels dès lors qu'ils répondent à la définition d'une immobilisation incorporelle, c'est-à-dire dès lors qu'il s'agit d'une ressource contrôlée, dont nous attendons des avantages économiques futurs, et qui est identifiable, c'est-à-dire séparable ou résultant de droits contractuels ou légaux.

En application du paragraphe 25 de la norme *IAS 38*, le premier critère de comptabilisation, relatif à la probabilité des avantages économiques futurs générés par l'immobilisation incorporelle, est présumé atteint pour les travaux de recherche et développement lorsqu'ils sont acquis séparément. Dans ce cadre, les montants versés à des tiers sous forme de paiement initial ou de paiements relatifs à des produits génériques n'ayant pas encore obtenu d'autorisation de mise sur le marché sont comptabilisés à l'actif.

Le montant des immobilisations incorporelles est diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire, dès lors que l'actif est prêt à être utilisé :

- concessions, brevets, licences et Autorisations de mise sur le marché (AMM) : amortissement sur la durée d'utilité ;
- logiciels standards (outils bureautiques...) : amortissement sur une durée de trois ou quatre ans ;
- ERP : amortissement sur une durée de cinq à dix ans.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité ne peut être définie font l'objet d'une revue annuelle afin de s'assurer que celle-ci n'est pas devenue finie.

Au cours de la durée de vie d'une immobilisation incorporelle, il peut apparaître que l'estimation de sa durée d'utilité est devenue inadéquate. Ainsi que le prévoit *IAS 38*, la durée d'amortissement et le mode d'amortissement de cette immobilisation sont réexaminés et si la durée d'utilité attendue de l'actif est différente des estimations antérieures, la durée d'amortissement est modifiée en conséquence.

Conformément aux dispositions de la norme *IAS 36* "dépréciation d'actifs", la perte de valeur éventuelle des actifs incorporels est étudiée chaque année. Un test est effectué au cours du second semestre de chaque année pour les actifs à durée de vie indéfinie, indépendamment de tout indice de perte de valeur, et systématiquement dès lors que des événements ou des circonstances nouvelles indiquent une perte de valeur pour les actifs à durée de vie définie.

Pour les besoins de ces tests, nous tenons compte des ventes générées par l'UGT. Dans la mise en œuvre des tests de perte de valeur des immobilisations incorporelles, nous retenons une approche par les flux de trésorerie estimés futurs (estimation de la valeur d'utilité). Les flux de trésorerie futurs utilisés pour les tests de perte de valeur sont calculés sur la base d'estimations (*business plans*) projetées sur un horizon de cinq ans. Tous les *business plans* sont validés par la direction générale des filiales ainsi que par la direction financière du Groupe. Le directoire (conseil d'administration depuis le 15 décembre 2020) valide formellement les *business plans* ainsi que les principales hypothèses du test de dépréciation des UGT les plus significatives.

Pour les projections de flux de trésorerie, les taux de croissance à l'infini retenus en fonction des produits et des anticipations de croissance de marché, ainsi que les taux d'actualisation basés sur la méthode du coût moyen pondéré du capital après impôt sont présentés en note A3.

Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur sont sensibles aux hypothèses retenues en matière de prix de vente et de coûts futurs, mais aussi en matière de taux d'actualisation et de croissance à l'infini. Des calculs de sensibilité permettant de mesurer notre exposition à des variations significatives de ces hypothèses sont réalisés.

Immobilisations corporelles

Conformément à *IAS 16*, les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition historique, incluant les frais d'acquisition, ou au coût de fabrication initial, augmentés le cas échéant des coûts internes des personnels ayant contribué directement à la construction de l'immobilisation corporelle.

Conformément à *IAS 23* révisée, les coûts des emprunts sont incorporés dans le coût d'acquisition des actifs éligibles.

Le montant des immobilisations corporelles est diminué du cumul des amortissements et, s'il y a lieu, du cumul des pertes de valeur.

Le cas échéant, les actifs sont décomposés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique en ligne avec la durée d'amortissement des actifs de même nature.

Les immobilisations corporelles sont amorties suivant les durées d'utilité estimées ci-après :

- bâtiments :
 - structure : quarante ans ;
 - composants : de dix à vingt ans ;
- matériels et outillages industriels :
 - structure : vingt ans ;
 - composants : de cinq à dix ans ;
 - matériel informatique : trois ou quatre ans ;
- autres immobilisations corporelles : de cinq à dix ans.

Droits d'utilisation

Notre Groupe reconnaît les actifs relatifs aux contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme *IFRS 16*. Nous avons choisi d'isoler les droits d'utilisation sur une ligne dédiée du bilan. Les droits d'utilisation sont généralement amortis sur la durée résiduelle des contrats ou sur une durée plus longue en cas de renouvellement probable.

Stocks et travaux en-cours

Les stocks et en-cours sont comptabilisés à la valeur la plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks inclut tous les coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à leur acquisition. Les remises et autres éléments similaires sont déduits de ce coût.

Les stocks de matières premières et approvisionnements sont évalués suivant la méthode du "coût moyen pondéré".

Le stock de produits de négoce est également évalué suivant la méthode du "coût moyen pondéré". Le coût d'acquisition des stocks de matières premières comprend tous les frais accessoires d'achat.

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à leur coût réel de fabrication incluant les coûts directs et indirects de production.

Les produits finis sont valorisés dans chacune de nos filiales au prix facturé par la société du Groupe vendeuse, augmenté des frais d'approche ; la marge incluse dans ces stocks est annulée dans les comptes consolidés en tenant compte du coût complet moyen de production constaté chez la société du Groupe vendeuse.

Le stock de pièces détachées est valorisé sur la base du dernier prix d'achat.

Une perte de valeur est constatée pour ramener les stocks à leur valeur nette de réalisation, lorsque les produits deviennent périmés ou inutilisables ou encore selon les perspectives de vente de ces produits appréciées en fonction du marché.

Créances clients

Les créances clients sont classées en actif courant dans la mesure où elles font partie notre cycle normal d'exploitation.

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture diminué éventuellement du montant de la dépréciation enregistrée dans le compte de résultat. Une estimation du montant des créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Conformément à la norme *IFRS 9*, elles font l'objet d'une dépréciation, correspondant aux pertes attendues estimées, déterminées par application d'une matrice de dépréciation (application du modèle de dépréciation simplifié prévu par la norme *IFRS 9*). Cette approche consiste à appliquer, par tranche de la balance âgée, un taux de dépréciation fonction de l'historique de pertes de crédit ajustées, le cas échéant, pour prendre en compte des éléments de nature prospective.

Les créances cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sans recours font l'objet d'une analyse en substance du contrat d'affacturage en fonction des critères définis par *IFRS 9*. Ces créances sont déconsolidées le cas échéant.

Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers enregistrés dans nos comptes comprennent principalement les prêts, les autres créances immobilisées et les autres créances d'exploitation.

Ils sont reconnus et comptabilisés pour le montant initial de la créance. Une provision est comptabilisée, le cas échéant, en cas de risque de non recouvrement.

Autres actifs financiers à la juste valeur

Tous nos actifs financiers évalués à la juste valeur le sont par référence à des données observables. Les seuls actifs financiers entrant dans cette catégorie sont des instruments de couverture et des valeurs mobilières de placement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se compose de soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité. La majorité de ces placements sont des OPCVM et des contrats à terme dont les maturités sont inférieures à trois mois.

Les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie et reclassés dans les autres actifs financiers.

Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère qui sont détenues par elle-même ou par une de ses filiales consolidées (qu'elles soient classées en immobilisation financière ou en valeur mobilière de placement dans les comptes sociaux) sont comptabilisées en réduction des capitaux propres, pour leur coût d'acquisition. Le résultat de cession de ces titres est imputé (net d'impôt) directement en capitaux propres et ne contribue pas au résultat de l'exercice.

Réserves de conversion

Ce poste représente d'une part l'écart de conversion des situations nettes d'ouverture des sociétés étrangères, qui provient des différences entre le taux de conversion à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation et le taux de clôture de la période, et d'autre part l'écart de conversion constaté sur le résultat de la période, provenant des différences entre le taux de conversion du compte de résultat (taux moyen) et le taux de clôture de la période.

Réserves

Ce poste représente la part attribuable aux propriétaires de la société mère dans les réserves accumulées par les sociétés consolidées, depuis leur entrée dans le périmètre de consolidation.

Intérêts non contrôlés

Ce poste représente la part des actionnaires extérieurs au Groupe dans les capitaux propres et dans les résultats des sociétés consolidées.

Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Nous détenons des instruments financiers dérivés uniquement dans le but de réduire notre exposition aux risques de taux et de change sur ces éléments de bilan et nos engagements fermes ou hautement probables.

Nous appliquons de façon quasi-systématique une comptabilité de couverture visant à compenser l'impact de l'élément couvert et de l'instrument de couverture dans le compte de résultat, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'impact sur le compte de résultat est significatif ;
- les liens de couverture et l'efficacité de la couverture peuvent être valablement démontrés.

Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs et autres dettes entrent dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût amorti, telle que définie par la norme *IFRS 9* "Instruments financiers". Ces passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur valeur nominale.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers représentent principalement les emprunts bancaires et les dettes financières. Les emprunts et les instruments de dette sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti.

Obligations locatives

Notre reconnaissance dans nos comptes une dette relative aux contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme *IFRS 16*. Nous avons choisi d'isoler les obligations locatives, pour leur part courante et non-courante sur des lignes dédiées au bilan. Ces dettes sont actualisées sur la base de taux déterminés, grâce au support d'un actuaire, en fonction du risque pays, de la catégorie de l'actif sous-jacent et de la durée des contrats.

Régimes de retraite, indemnités de fin de carrière et autres avantages postérieurs à l'emploi

■ Régimes de retraite à cotisations définies

Les avantages liés à des régimes de retraite à cotisations définies sont inscrits en charges lorsqu'ils sont encourus.

■ Régimes de retraite à prestations définies

Nos engagements résultant de régimes de retraite à prestations définies sont déterminés en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. L'évaluation de ces engagements a lieu à chaque date de clôture. Le modèle de calcul des engagements est basé sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par référence au taux de rendement des obligations privées de première qualité (entreprises notées "AA"). Nos engagements font l'objet d'une provision pour leur montant net de la juste valeur des actifs de couverture. Conformément à la norme *IAS 19* révisée, les écarts actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global.

Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée. Le montant

comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

Impôts

Nos filiales comptabilisent leur impôt en fonction des règles applicables localement. La société mère et ses filiales françaises font partie d'un groupe intégré fiscalement. La convention d'intégration fiscale prévoit que chaque société intégrée comptabilise son impôt comme si elle était imposée séparément. Le produit ou la charge d'intégration fiscale est constaté dans les comptes de la société mère.

Notre Groupe comptabilise un impôt différé dès qu'il existe une différence temporaire entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. Les actifs et passifs d'impôt ne sont pas actualisés.

Conformément à la norme *IAS 12* qui autorise sous certaines conditions la compensation des dettes et créances d'impôt, les impôts différés actifs et passifs ont été compensés par entité fiscale. Dans les situations faisant ressortir un actif net d'impôt différé sur déficits reportables, celui-ci n'est reconnu conformément à *IAS 12* que s'il y a des indications fortes que ceux-ci pourront être imputés sur les bénéfices imposables futurs.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

IFRS 5 impose qu'une activité soit considérée comme abandonnée quand les critères de classification d'actif détenu en vue de la vente ont été remplis ou quand le Groupe a cessé l'activité. Un actif est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Au 31 décembre 2020, aucun actif détenu n'a été classé comme actif destiné à être cédé.

Revenu des activités ordinaires

Conformément à *IFRS 15*, la reconnaissance du revenu tient compte des notions d'obligations de performance et de transfert de contrôle. Pour la comptabilisation des ventes de produits, le transfert des risques et avantages est un indicateur du transfert du contrôle, même s'il ne s'agit pas toujours du critère déterminant.

Notre revenu des activités ordinaires résulte de la vente de produits destinés à la santé et à l'alimentation animale. Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur hors taxes des biens et des services vendus par les sociétés intégrées, dans le cadre normal de leur activité, après élimination des ventes intra-groupe.

Les retours, escomptes et rabais sont enregistrés sur la période de comptabilisation des ventes sous-jacentes et sont présentés en déduction du chiffre d'affaires. Ces montants sont calculés de la manière suivante :

- les provisions pour rabais liés à l'atteinte d'objectifs sont estimées et constatées au fur et à mesure des ventes correspondantes ;
- les provisions pour retours de produits sont calculées sur la base de la meilleure estimation par la direction du montant des produits qui seront finalement retournés par les clients. L'estimation de la provision pour retours est basée sur l'expérience passée en matière de retours. De plus, nous prenons en compte des facteurs tels que, entre autres, les niveaux de stocks dans les différents canaux de distribution, la date d'expiration des produits, les informations sur l'arrêt éventuel des produits. Dans chaque cas, les provisions font l'objet d'une revue permanente et de mises à jour en fonction de l'information la plus récente dont dispose la direction.

Les autres revenus reconnus dans nos comptes correspondent principalement à des redevances de licences. Chaque contrat fait l'objet d'une analyse particulière afin d'identifier les obligations de performance et de déterminer l'état de réalisation de chacune d'entre elles à la date de clôture de nos comptes consolidés, et le chiffre d'affaires est comptabilisé en conséquence.

Charges de personnel

Elles incluent notamment le coût des régimes de retraite. Conformément à la norme *IAS 19* révisée, les écarts actuariels sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global.

Elles incluent également l'intéressement et la participation des salariés.

Impôts et taxes

Nous avons opté pour une comptabilisation de la CVAE (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) dans le poste "Impôts et taxes" du résultat opérationnel.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond au produit des activités ordinaires, diminué des frais opérationnels.

Les frais opérationnels incluent :

- les achats consommés et les charges externes ;
- les charges de personnel ;
- les impôts et taxes ;
- les amortissements et les dépréciations ;
- les autres produits et charges opérationnels.

Les éléments opérationnels incluent aussi les crédits d'impôt qualifiables de subvention publique et répondant aux critères de la norme *IAS 20* (concerne principalement le Crédit d'impôt recherche).

■ Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions

Afin de présenter une meilleure vision de notre performance économique, nous utilisons le résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions comme principal indicateur de performance. Pour cela, nous isolons l'impact des dotations aux amortissements des actifs incorporels issus des opérations d'acquisition. Celui-ci s'avère en effet matériel compte tenu des dernières opérations de croissance externe réalisées.

■ Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel, hors impact des autres produits et charges non courants.

■ Autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges non courants sont des produits et charges non récurrents, ou qui résultent de décisions ou opérations ponctuelles d'un montant inhabituel. Ils sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat pour faciliter la lecture et la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Ils comprennent principalement les éléments suivants qui font l'objet, s'il y a lieu, d'une description en note annexe (note A26) :

- les charges de restructuration liées à des plans d'une certaine envergure ;
- les charges d'impairment des actifs d'une certaine ampleur ;
- l'effet de la revalorisation à la juste valeur, des stocks acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ;
- les résultats de cessions d'actifs d'une valeur significative ;
- ainsi que l'éventuelle réévaluation de la participation antérieurement détenue, en cas de changement de contrôle.

Résultat net courant

Le résultat net courant correspond au résultat net retraité des éléments suivants :

- la ligne "Autres produits et charge non courants" ;
- l'impôt non courant, qui comprend l'impact fiscal des "Autres produits et charges non courants", ainsi que les produits et charges fiscaux non récurrents.

Produits et charges financiers

Les charges financières incluent essentiellement les intérêts payés relatifs au financement de notre Groupe, les intérêts relatifs aux obligations locatives, les variations négatives de juste valeur des instruments financiers constatées au résultat, ainsi que les pertes de change réalisées ou latentes.

Les produits financiers incluent les intérêts perçus, les variations positives de juste valeur des instruments financiers constatées au résultat, les gains de change réalisés ou latents, ainsi que les résultats de cessions d'actifs financiers.

Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par le nombre total d'actions émises et en circulation à la clôture de la période (c'est-à-dire, net des actions d'autocontrôle). Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par le nombre total d'actions en circulation auquel on ajoute, en cas d'émission d'instruments dilutifs, le nombre maximal d'actions susceptibles d'être émises (lors de la conversion en actions ordinaires des instruments donnant droit à un accès différé au capital de Virbac).

Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement de nos états financiers consolidés préparés conformément aux normes comptables internationales implique que nous procédions à un certain nombre d'estimations et retenions certaines hypothèses jugées réalistes et raisonnables.

Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations et hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Prix d'acquisition

Certains contrats d'acquisition relatifs à des regroupements d'entreprises ou à l'achat d'actifs incorporels immobilisés incluent une clause susceptible de faire varier le prix d'acquisition, en fonction d'objectifs liés à des résultats financiers, à l'obtention d'AMM, ou aux résultats de tests d'efficacité.

Dans ce cas, nous devons estimer, à la clôture, le prix d'acquisition en fonction des hypothèses les plus réalistes d'atteinte des objectifs.

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Nous possédons à notre actif des immobilisations incorporelles achetées ou acquises par le biais d'opérations de regroupements d'entreprises, ainsi que les *goodwill* en résultant. Comme indiqué dans le chapitre "Règles comptables appliquées", nous procédons au minimum à un test annuel de perte de valeur des *goodwill*, des immobilisations incorporelles en cours et des immobilisations à durée de vie indéfinie fondé sur une évaluation des flux de trésorerie futurs incrémentés d'une valeur terminale. Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur sont sensibles aux hypothèses retenues en matière de prix de vente et de coûts futurs, mais aussi en matière de taux d'actualisation et de croissance à l'infini. Des calculs de sensibilité permettant de mesurer notre exposition à des variations significatives de ces hypothèses sont réalisés.

Nous pouvons être amenés dans le futur à déprécier ces *goodwill* et autres immobilisations incorporelles en cas de dégradation des perspectives de rendement de ces actifs, en fonction du résultat des tests de perte de valeur d'un de ces actifs.

Au 31 décembre 2020, le montant net des *goodwill* est de 134 762 k€ et le montant net des immobilisations incorporelles s'élève à 147 631 k€.

Impôts différés

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent des différences temporelles déductibles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs. Les actifs d'impôts différés, et notamment ceux relatifs au report en avant des pertes fiscales, ne sont reconnus que s'il est probable au sens de la norme IAS 12 que nous disposerons des

bénéfices imposables futurs suffisants dans un horizon de temps raisonnable, ce qui repose sur une part de jugement importante.

À chaque clôture, nous devons analyser l'origine des pertes pour chacune des entités fiscales concernées et réévaluer le montant des actifs d'impôts différés en fonction de la probabilité de réalisation de bénéfices imposables futurs suffisants au sens d'IAS 12.

Provisions pour retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi

Comme indiqué en note A15, le Groupe a mis en place des régimes de retraites ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi.

L'engagement correspondant est fondé sur des calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le salaire de référence des bénéficiaires du régime et la probabilité que les personnes concernées seront en capacité de bénéficier du régime, ainsi que sur le taux d'actualisation. Ces hypothèses sont mises à jour à chaque clôture. Les écarts actuariels sont constatés en autres éléments du résultat global.

Au 31 décembre 2020, le montant net des engagements relatifs aux avantages du personnel est de 22 126 k€.

Autres provisions

Les autres provisions concernent essentiellement des risques et litiges de nature commerciale et sociale divers.

Aucune provision n'est constituée lorsque la société considère que le passif est éventuel (au sens d'IAS 37).

Au 31 décembre 2020, le montant des autres provisions est de 9 475 k€.

Traitements fiscaux incertains

IFRIC 23 requiert l'évaluation et la reconnaissance de dettes ou de créances d'impôt au bilan sur la base de positions fiscales incertaines. La norme introduit un risque de détection de 100% et les modalités suivantes : montant le plus probable ou espérance mathématique correspondant à la moyenne pondérée des différentes hypothèses.

L'analyse menée par le Groupe a conduit à constater une dette fiscale de 0,6 million € dans les comptes au 31 décembre 2020 en complément des risques fiscaux antérieurement provisionnés par le Groupe en application d'IAS 37 et IAS 12, et réévalués au 31 décembre 2020.

A1. Goodwill

Évolution des goodwill par UGT

en k€	Valeur brute au 31/12/2019	Perte de valeur au 31/12/2019	Valeur comptable au 31/12/2019	Augmentations	Cessions	Perte de valeur	Écarts de conversion	Valeur comptable au 31/12/2020
États-Unis	229 306	-3 650	225 655	—	-169 644	—	-5 364	50 647
Chili	27 891	—	27 891	—	—	—	-772	27 119
Nouvelle-Zélande	15 250	-154	15 096	—	—	—	-291	14 805
Inde	14 215	—	14 215	—	—	—	-1 410	12 805
SBC	7 548	—	7 548	—	—	—	-480	7 068
Danemark	4 643	—	4 643	—	—	—	—	4 643
Uruguay	4 235	—	4 235	—	—	—	-358	3 877
Peptech	3 427	—	3 427	—	—	—	—	3 427
Australie	3 242	-312	2 930	—	—	—	32	2 962
Italie	1 585	—	1 585	—	—	—	—	1 585
Colombie	1 744	—	1 744	—	—	—	-163	1 581
Grèce	1 358	—	1 358	—	—	—	—	1 358
Vaccin leishmaniose	5 421	-5 421	—	—	—	—	—	—
Autres UGT	4 277	-1 722	2 555	395	—	—	-66	2 884
Goodwill	324 142	-11 259	312 882	395	-169 644	—	-8 871	134 762

La variation de ce poste est principalement liée à la cession des droits américains des marques Sentinel® à MSD Santé Animale.

A2. Immobilisations incorporelles

Variation des immobilisations incorporelles

en k€	Concessions, brevets, licences et marques		Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Immobilisations incorporelles
	Durée indéfinie	Durée finie			
Valeur brute au 31/12/2019	160 883	231 007	65 520	11 561	468 971
Acquisitions/Augmentations	157	1 706	2 252	6 363	10 478
Cessions/Sorties	-45 264	-123 223	-959	-506	-169 952
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—
Transferts	—	1 177	1 605	-2 782	—
Écarts de conversion	-5 451	-3 361	-866	-764	-10 442
Valeur brute au 31/12/2020	110 325	107 306	67 552	13 872	299 056
Dépréciations au 31/12/2019	-15 976	-127 542	-53 053	-266	-196 838
Dotations aux amortissements	—	-9 601	-4 243	—	-13 844
Dépréciations nettes	—	-1 382	—	-500	-1 882
Cessions/Sorties	—	57 696	750	—	58 446
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—
Transferts	—	—	—	—	—
Écarts de conversion	—	2 115	545	33	2 693
Dépréciations au 31/12/2020	-15 976	-78 715	-56 000	-733	-151 425
Valeur nette au 31/12/2019	144 906	103 466	12 468	11 295	272 134
Valeur nette au 31/12/2020	94 349	28 591	11 552	13 139	147 631

Les autres immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à des projets informatiques, dans plusieurs filiales du Groupe. Elles sont toutes à durée de vie définie. L'augmentation des postes "Autres immobilisations incorporelles" et "Immobilisations incorporelles en cours" à hauteur de 8,6 millions € est principalement liée aux investissements dans des projets informatiques réalisés par Virbac (société-mère) et aux États-Unis. La ligne "Transferts" matérialise la mise en service de ces projets.

Concessions, brevets, licences et marques

Le poste "Concessions, brevets, licences et marques" inclut :

- des droits relatifs aux brevets, savoir-faire et AMM nécessaires aux activités de production et de commercialisation du Groupe ;
- des marques ;
- des droits de distribution, des fichiers clients et autres droits sur des actifs incorporels.

Il se compose principalement des actifs incorporels issus d'acquisitions et traités conformément à la norme IAS 38, ainsi que des actifs acquis dans le cadre d'opérations de croissance externe au sens d'IFRS 3.

Sur ce poste, la principale variation provient de la cession des actifs incorporels relatifs aux produits Sentinel® pour une valeur nette de 109,9 millions €.

La dépréciation nette comptabilisée à hauteur de 1,4 million € sur les actifs à durée de vie indéfinie porte essentiellement sur un brevet de l'UGT Vaccin leishmaniose, faisant suite à la décision de mettre un terme à la production de ce vaccin.

Au 31 décembre 2020

en k€	Date d'acquisition	Marques	Brevets et savoir-faire	AMM et droits d'enregistrement	Fichiers clients et autres	Total
États-Unis : Sentinel	2015	—	—	—	—	—
SBC	2015	—	3 511	2 023	—	5 533
Uruguay : Santa Elena	2013	3 195	8 463	—	—	11 657
Australie : Axon	2013	906	959	—	—	1 865
Australie : Fort Dodge	2010	1 522	452	—	—	1 974
Nouvelle-Zélande	2012	3 121	694	—	1 890	5 706
Centrovét	2012	18 437	30 400	—	5 590	54 426
Multimin	2011-2012	3 191	3 798	—	—	6 990
Peptech	2011	974	—	—	—	974
Colombie : Synthesis	2011	1 479	—	466	—	1 946
Schering-Plough Europe	2008	4 879	—	2 383	—	7 262
Inde : GSK	2006	10 047	—	—	—	10 047
Vaccin leishmaniose	2003	—	—	—	—	—
Autres		6 119	2 169	4 683	1 590	14 560
Total		53 870	50 446	9 555	9 070	122 940

Au 31 décembre 2019

en k€	Date d'acquisition	Marques	Brevets et savoir-faire	AMM et droits d'enregistrement	Fichiers clients et autres	Total
États-Unis : Sentinel	2015	44 597	20 509	39 834	9 525	114 464
SBC	2015	—	3 863	2 079	—	5 942
Uruguay : Santa Elena	2013	3 490	9 388	—	—	12 877
Australie : Axon	2013	900	1 076	—	—	1 977
Australie : Fort Dodge	2010	1 512	450	—	—	1 962
Nouvelle-Zélande	2012	3 183	769	—	2 287	6 239
Centrovét	2012	18 961	32 306	—	6 918	58 186
Multimin	2011-2012	3 314	4 437	—	—	7 751
Peptech	2011	968	—	—	—	968
Colombie : Synthesis	2011	1 681	—	634	—	2 315
Schering-Plough Europe	2008	4 879	62	3 337	—	8 278
Inde : GSK	2006	11 234	—	—	—	11 234
Vaccin leishmaniose	2003	—	1 568	—	—	1 568
Autres		7 015	2 254	4 299	1 043	14 610
Total		101 734	76 682	50 183	19 773	248 372

La classification des immobilisations incorporelles, selon la durée estimée de vie, résulte de l'analyse de tous les facteurs économiques et juridiques pertinents permettant de conclure qu'il y a ou qu'il n'y a pas de limite prévisible à la période au cours de laquelle on s'attend à ce que l'actif génère, pour l'entité, des entrées nettes de trésorerie. Les produits innovants ou différenciés en général, et les vaccins et autres actifs issus des biotechnologies en particulier, sont généralement classés en actifs incorporels à durée de vie indéfinie, après une analyse détaillée et avis des experts sur leur potentiel. Cette approche est fondée sur l'expérience passée de Virbac.

Au 31 décembre 2020

en k€	Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	Actifs incorporels à durée de vie finie	Total
Marques	53 870	—	53 870
Brevets et savoir-faire	38 145	12 300	50 446
AMM et droits d'enregistrement	2 241	7 314	9 555
Fichiers clients et autres	93	8 977	9 070
Total	94 348	28 593	122 940

Au 31 décembre 2019

en k€	Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	Actifs incorporels à durée de vie finie	Total
Marques	101 734	—	101 734
Brevets et savoir-faire	39 911	36 771	76 682
AMM et droits d'enregistrement	3 206	46 977	50 183
Fichiers clients et autres	56	19 717	19 773
Total	144 906	103 466	248 372

Aucune marque n'est classée en immobilisation incorporelle à durée de vie finie. En conséquence, aucune marque n'est amortie.

A3. Dépréciation des actifs

À la clôture de l'exercice 2020, nous avons procédé à des tests de dépréciation de nos actifs. Ces derniers consistent à comparer leur valeur nette comptable y compris les écarts d'acquisition à la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie.

Les actifs acquis en cours d'exercice sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition.

Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur nette comptable des UGT intègre les écarts d'acquisition, les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les autres actifs et passifs pouvant être rattachés directement aux UGT et concourant directement à la génération des flux futurs de trésorerie.

La valeur recouvrable des UGT a été déterminée en utilisant la valeur d'utilité. Cette dernière est fondée sur l'actualisation des flux futurs de trésorerie estimés, méthode dite des *Discounted cash-flow (DCF)*.

Les flux futurs de trésorerie sont des flux nets d'impôt et sont évalués en utilisant des prévisions de flux de trésorerie cohérents avec le budget et les prévisions moyen terme les plus récentes (*business plans*).

Tous les *business plans* sont validés par la direction générale de nos filiales ainsi que par la direction financière du Groupe. Le directoire (conseil d'administration depuis le 15 décembre 2020) valide formellement les *business plans* et les principales hypothèses des tests de dépréciation des UGT les plus significatives.

Au-delà de l'horizon fini de prévision des flux futurs de trésorerie fixé à cinq ans pour l'ensemble des UGT (celle des États-Unis étant également passée sur cinq ans cette année suite à la cession des gammes Sentinel[®]), un taux de croissance à l'infini est appliqué à la valeur terminale.

Nous avons considéré un taux de croissance à l'infini nul pour les AMM et les brevets. Le taux de croissance à l'infini a été établi à 2% pour les sociétés situées dans des marchés matures comme l'Europe, l'Amérique du Nord, le Japon et l'Australie, à 3% pour le Chili et à 5% pour les marchés émergents comme l'Inde.

Les taux d'actualisation retenus pour ces calculs sont basés sur le coût moyen pondéré du capital du Groupe. Ces taux d'actualisation sont des taux après impôt appliqués à des flux de trésorerie après impôt.

Depuis 2019, le calcul des taux d'actualisation est réalisé avec le support d'un cabinet d'évaluation.

Pour l'exercice 2020, les taux d'actualisation utilisés sont les suivants :

- 8,4% sur les États-Unis ;
- 8,3% sur l'Europe ;
- 9,5% sur le Chili et 9,3% sur le reste de l'Amérique latine ;
- 9,7% sur l'Inde et 8,5% sur le reste de l'Asie ;
- 7,9% sur l'Océanie et l'Afrique du Sud.

Suite à la décision au mois de juin de mettre un terme à la production de son vaccin contre la leishmaniose, les actifs résiduels relatifs à cette UGT ont été totalement dépréciés. La dépréciation reconnue dans les comptes en autres produits et charges non courants s'élève à 4,5 millions €, portant sur un brevet (à hauteur de 1,5 million €), des équipements industriels (à hauteur de 2,6 millions €) et des stocks de consommables (à hauteur de 0,3 million €).

Tests de sensibilité

Nous avons procédé à des tests de sensibilité aux hypothèses clés de la valeur d'utilité pour l'ensemble des UGT testées. Les variations d'hypothèses sont les suivantes :

- augmentation du taux d'actualisation de +2,0 points ;
- diminution du taux de croissance à l'infini de -2,0 points.

Ces deux variations d'hypothèses clés n'entraîneraient aucune dépréciation des actifs testés.

Les trois UGT les plus sensibles à ces analyses de sensibilité sont le Chili, SBC et les États-Unis.

Par ailleurs, pour les cinq UGT les plus significatives, à savoir les États-Unis, le Chili, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Australie (représentant 77% de la valeur brute des immobilisations incorporelles et *goodwill* au 31 décembre 2020), nous avons procédé à des tests de sensibilité portant sur une variation du ratio *Ebit* après impôt sur chiffre d'affaires et consistant à faire varier ce ratio de plus ou moins 2 points et de plus au moins 4 points par rapport au scénario de base, couplé avec les variations de taux d'actualisation et de taux de croissance à l'infini mentionnés plus haut. Dans l'hypothèse d'une baisse de 4,0 points de ce ratio et d'un taux d'actualisation supérieur *a minima* de 2,0 points, il conviendrait de déprécier l'UGT Chili à hauteur de 11,4 millions €.

Nous procédons également à des analyses de sensibilité complémentaires correspondant au calcul du point mort pour l'ensemble des UGT testées. Le "*point mort*" correspond au taux d'actualisation, combiné à un taux de croissance perpétuel nul, à partir duquel Virbac serait amené à constater une dépréciation.

Pour les principales UGT, les résultats du calcul du point mort sont présentés ci-après.

en k€	Valeur nette comptable de l'UGT au 31/12/2020	Taux d'actualisation, combiné à un taux de croissance perpétuel nul, à partir duquel une dépréciation serait constatée
Chili	141 352	10,3%
États-Unis	124 408	14,1%
Inde	41 909	57,8%
Australie	35 403	34,4%
Nouvelle-Zélande	29 056	18,1%
Uruguay	27 911	20,6%
SBC	22 431	13,5%
Antigenics	14 109	62,4%
Multimin	9 629	84,2%
Schering-Plough Europe	8 483	32,1%
Peptech	7 804	176,3%
Danemark	8 062	63,3%
Vaccin leishmaniose ¹	—	

¹ Suite à la décision de mettre fin à la production du vaccin, les actifs de cette UGT sont totalement dépréciés au 31 décembre 2020.

A4. Immobilisations corporelles

Les principaux actifs constituant les immobilisations corporelles du Groupe sont :

- les terrains ;
- les constructions, qui comprennent :
 - les bâtiments ;
 - l'aménagement des bâtiments ;
- les installations techniques, les matériels et outillages industriels ;
- les autres immobilisations corporelles, qui incluent notamment :
 - le matériel informatique ;
 - le mobilier de bureau ;
 - les véhicules.

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Immobilisations corporelles
en k€						
Valeur brute au 31/12/2019	18 443	189 068	214 390	28 429	12 475	462 804
Acquisitions/Augmentations	—	3 148	6 199	1 572	12 233	23 153
Cessions/Sorties	—	-676	-8 626	-1 355	-190	-10 847
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	—	1 146	3 501	376	-5 130	-106
Écarts de conversion	-687	-4 584	-6 286	-1 392	-557	-13 506
Valeur brute au 31/12/2020	17 756	188 103	209 177	27 631	18 832	461 498
Dépréciations au 31/12/2019	—	-96 485	-121 260	-20 267	—	-238 012
Dotations aux amortissements	—	-8 586	-12 935	-2 379	—	-23 900
Dépréciations nettes	—	—	-7 574	—	—	-7 574
Cessions/Sorties	—	532	7 128	1 261	—	8 921
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	—	27	—	13	—	40
Écarts de conversion	—	1 272	2 680	890	—	4 842
Dépréciations au 31/12/2020	—	-103 239	-131 961	-20 482	—	-255 682
Valeur nette au 31/12/2019	18 443	92 583	93 129	8 162	12 475	224 792
Valeur nette au 31/12/2020	17 756	84 863	77 216	7 148	18 832	205 815

Nous avons réalisé des investissements à hauteur de 23,2 millions € pour renforcer notre infrastructure informatique, dans le cadre de nos nouveaux projets informatiques tels que notre futur *ERP*, un nouvel outil *SIRH*, mais aussi pour renouveler des installations industrielles en France, aux États-Unis et aménager de nouveaux laboratoires de R&D dans le domaine de l'aquaculture à Taiwan et au Vietnam.

Les dépréciations nettes, dont la valeur représente 7,6 millions €, concernent, pour 5,4 millions €, la dépréciation aux États-Unis des actifs destinés à la fabrication de Sentinel® Flavor Tabs®, situés chez notre ancien *CMO* (*Contract manufacturing organization*), ainsi que la dépréciation des équipements industriels de l'UGT Vaccin leishmaniose pour 2,6 millions €.

La ligne "Cessions/sorties", dont la valeur nette représente 1,9 million €, concerne principalement des mises au rebut de matériels industriels obsolètes en France et aux États-Unis.

La ligne "Transferts" matérialise essentiellement les mises en service des immobilisations.

A5. Droits d'utilisation

Dans la présentation de nos états financiers, nous avons choisi d'isoler les droits d'utilisation résultant des contrats entrant dans le champ de la norme *IFRS 16* sur une ligne dédiée de l'état de la situation financière. Les variations des droits d'utilisation au cours de l'exercice 2020 s'analysent comme suit :

en k€	Droits d'utilisation
Valeur brute au 31/12/2019	43 891
Augmentations	11 458
Diminutions	-3 438
Mouvements de périmètre	—
Transferts	-28
Écarts de conversion	-1 961
Valeur brute au 31/12/2020	49 923
Dépréciations au 31/12/2019	-9 888
Dotations aux amortissements	-10 035
Dépréciations nettes	—
Fins de contrats	2 868
Mouvements de périmètre	—
Transferts	77
Écarts de conversion	557
Dépréciations au 31/12/2020	-16 421
Valeur nette au 31/12/2019	34 003
Valeur nette au 31/12/2020	33 502

Le tableau ci-dessous présente les droits d'utilisation par catégorie d'actifs :

en k€	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Matériel de transport	Matériel informatique hardware et software	Matériel bureautique et autres	Total
Valeur brute au 31/12/2019	27 883	2 431	10 471	2 465	640	43 891
Augmentations	5 116	1 018	4 036	1 118	171	11 458
Diminutions	-862	-111	-1 931	-423	-111	-3 438
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	—	—	-28	—	—	-28
Écarts de conversion	-1 324	-55	-535	-18	-29	-1 961
Valeur brute au 31/12/2020	30 814	3 284	12 013	3 141	672	49 923
Dépréciations au 31/12/2019	-4 141	-578	-4 203	-658	-308	-9 888
Dotations aux amortissements	-4 291	-738	-3 862	-919	-224	-10 035
Fin de contrats	477	151	1 756	406	78	2 868
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	-172	—	220	-1	31	77
Écarts de conversion	293	19	225	10	11	557
Dépréciations au 31/12/2020	-7 834	-1 146	-5 865	-1 163	-413	-16 421
Valeur nette au 31/12/2019	23 743	1 853	6 268	1 806	332	34 003
Valeur nette au 31/12/2020	22 980	2 138	6 148	1 978	259	33 502

Les augmentations des droits d'utilisation sont liées aux nouveaux contrats signés au cours de la période, ou aux options de renouvellement entérinées par nos filiales en 2020. Ainsi, les principales hausses de l'exercice s'expliquent par les options de renouvellement de deux contrats immobiliers actées par notre filiale australienne,

ainsi que par les contrats relatifs à la flotte automobile sur l'ensemble du Groupe, du fait de nouveaux contrats ou de prorogations rendues nécessaires dans les cas de retard de livraison des nouveaux véhicules.

Les dotations aux amortissements de la période s'élèvent à 10,0 millions €.

Analyse de la charge de loyer résiduelle

Le tableau ci-dessous présente les loyers résultant de contrats de location non capitalisés en vertu des exemptions prévues par la norme :

en k€	Loyer résiduel
Loyers variables	-316
Loyers sur contrats court terme	-795
Loyers sur actifs de faible valeur	-979
Charge de loyer résiduelle	-2 090

A6. Autres actifs financiers

Variation des autres actifs financiers

en k€	2019	Augmentations	Diminutions	Transferts	Écarts de conversion	2020
Prêts et autres créances immobilisées	7 393	303	-5 066	-6	-139	2 484
Instruments dérivés de change et de taux	4 668	—	-1	-4 666	—	1
Trésorerie soumise à restriction	89	30	—	—	-7	112
Autres	46	370	—	—	-34	382
Autres actifs financiers, non courant	12 195	703	-5 067	-4 672	-180	2 979
Prêts et autres créances immobilisées	4	29	-34	6	—	5
Instruments dérivés de change et de taux	342	2 382	—	4 666	—	7 390
Trésorerie soumise à restriction	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers, courant	346	2 411	-34	4 672	—	7 395
Autres actifs financiers	12 541	3 114	-5 101	—	-180	10 374

Les variations de la ligne "Prêts et autres créances immobilisées" concernent les retenues de garantie liées aux contrats d'affacturage, qui ont été remboursées suite à la mise en veille des programmes en Australie (-1,6 million €) et aux États-Unis (-3,3 millions €).

Les instruments dérivés de change et de taux ont fait l'objet d'une reclassification de non courant à courant à hauteur de 4,7 M€ entre 2019 et 2020 compte tenu de la maturité du *cross currency swap* en CLP, à juin 2021. L'augmentation de la valeur de marché de cet instrument de 1,6 million € entre 2019 et 2020 est consécutive à la dépréciation de la devise chilienne. La hausse complémentaire de 0,8 M€ de ce poste sur 2020 s'explique principalement par des couvertures engagées sur des niveaux plus favorables que les cours de clôture.

Autres actifs financiers classés selon leur échéance

Au 31 décembre 2020

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Prêts et autres créances immobilisées	5	2 484	—	2 489
Instruments dérivés de change et de taux	7 390	1	—	7 391
Trésorerie soumise à restriction	—	112	—	112
Autres	—	382	—	382
Autres actifs financiers	7 396	2 597	382	10 374

Au 31 décembre 2019

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Prêts et autres créances immobilisées	3	7 393	—	7 397
Instruments dérivés de change et de taux	342	4 668	—	5 010
Trésorerie soumise à restriction	—	89	—	89
Autres	—	—	45	45
Autres actifs financiers	345	12 151	45	12 541

A7. Information relative à IFRS 12

Information relative aux intérêts non contrôlés

Les informations ci-dessous concernent les intérêts non contrôlés dans la société Holding Salud Animal (HSA) qui sont jugés significatifs au regard des informations requises par IFRS 12. Ce groupe est constitué des entités suivantes :

- Holding Salud Animal SA ;
- Centro Veterinario y Agrícola Limitada ;
- Farquímica SpA ;
- Bioanimal Corp SpA ;
- Productos Químicos Ehlinger ;
- Centrovét Inc. ;
- Centrovét Argentina ;
- Inversiones HSA Limitada ;
- Rentista de capitales Takumi Limitada.

La part des intérêts non contrôlés dans la détention de ce groupe s'élève à 49%. Les capitaux propres alloués aux intérêts non contrôlés s'élèvent à 34 015 k€, dont 4 273 k€ au titre du résultat de l'exercice.

Le tableau ci-dessous résume la situation financière du sous-groupe HSA au 31 décembre 2020.

	en kCLP	en k€
<i>Goodwill</i>	23 563 558	27 119
Immobilisations incorporelles	47 822 870	55 039
Immobilisations corporelles	19 075 819	21 954
Droits d'utilisation	455 202	524
Actif non courant	90 917 448	104 636
Stocks et travaux en-cours	16 704 913	19 226
Créances clients	11 348 980	13 061
Autres actifs financiers	2 437 423	2 805
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 774 721	2 043
Actif courant	32 266 037	37 135
Actif	123 183 485	141 771
Capitaux propres	83 928 433	96 593
Passifs financiers non courants	302 110	348
Autres passifs non courants	15 942 455	18 348
Passif non courant	16 244 566	18 696
Passifs financiers courants	14 990 543	17 253
Autres passifs courants	8 019 943	9 230
Passif courant	23 010 486	26 483
Passif	123 183 485	141 771

L'augmentation nette de la trésorerie au cours de l'exercice s'élève à 756 k€.

Le montant des dividendes distribués en 2020 par le groupe HSA s'élève à 7 564 k€ (dont 3 706 k€ distribués aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle).

Le tableau ci-dessous présente un compte de résultat résumé du sous-groupe HSA au titre de l'exercice 2020.

	en kCLP	en k€
Revenu des activités ordinaires	54 383 620	60 249
Autres produits et charges opérationnelles	-42 848 858	-47 470
Résultat opérationnel	11 534 761	12 779
Résultat financier	-777 301	-861
Résultat avant impôt	10 757 460	11 918
Impôt sur le résultat	-2 845 339	-3 152
Résultat de la période	7 912 122	8 765

Information relative aux sociétés mises en équivalence

en k€	Comptes individuels des sociétés mises en équivalence				Comptes consolidés	
	Total bilan	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net	Capitaux propres	Résultat
AVF Animal Health Co Ltd	N.D	N.D	—	—	3 245	306
Participations comptabilisées par mise en équivalence					3 245	306

Au cours de l'exercice, nous avons cédé les titres de participation de la société GPM Virbac en Algérie.

La société AVF Animal Health a par ailleurs créé la société Shandong Weisheng Biotech Co., Ltd en Chine, qu'elle détient à 100%.

L'impact des sociétés mises en équivalence n'étant toutefois pas jugé significatif sur nos comptes, l'information requise par IFRS 12 se limite aux éléments ci-dessus.

A8. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 qui autorise sous certaines conditions la compensation des dettes et créances d'impôt, les impôts différés actifs et passifs ont été compensés par entité fiscale.

L'impact des variations futures du taux d'impôt en France (baisse progressive jusqu'à 25% en 2022) a été pris en considération dans le calcul de la charge d'impôt différé.

Variation des impôts différés

en k€	2019	Variations	Transferts	Écarts de conversion	2020
Impôts différés actifs	21 823	5 905	288	-498	27 518
Impôts différés passifs	43 489	2 394	-1	-1 785	44 097
Impôts différés compensés	-21 666	3 511	288	1 287	-16 580

La variation des impôts différés présentée ci-dessus inclut, pour -627 k€, l'impôt différé sur la part efficace des profits et pertes sur instruments de couverture comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Elle inclut également, pour -855 k€, la correction d'impôt différé passif sur actifs incorporels constatée par notre filiale néo zélandaise dans ses capitaux propres.

Impôts différés ventilés par nature

Le tableau ci-dessous présente les positions d'impôt différé au 31 décembre 2020, selon leur nature :

en k€	Impôts différés actifs	en k€	Impôts différés passifs
Marges sur stocks	9 301	Retraitements sur immobilisations incorporelles	27 563
Engagements retraites et indemnités de fin de carrière	5 477	Retraitements sur immobilisations corporelles	6 239
Ajustements sur ventes (IFRS 15)	722	Retraitement des provisions à caractère fiscal	7 739
Ajustements sur stocks (IAS 2)	855	Activation des dépenses liées aux acquisitions	815
Autres provisions non déductibles	4 429	Autres produits taxés d'avance	1 742
Autres charges à déductibilité différée	6 733		
Déficits reportables			
Total par nature	27 518	Total par nature	44 098
Impact de la compensation par entité fiscale	-13 761	Impact de la compensation par entité fiscale	-13 761
Impôts différés actifs nets	13 757	Impôts différés passifs nets	30 337

Horizon d'utilisation des impôts différés actifs

Le tableau ci-dessous indique l'horizon d'utilisation des charges à déductibilité différée :

en k€	Impôts différés actifs au 31/12/2020	Horizon d'utilisation		
		moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
IDA sur charge à déductibilité différée au Chili	53	53	—	—
IDA sur indemnités de retraite et de fin de carrière	5 477	594	586	4 297
IDA sur autres bases	21 988	19 690	140	2 159
Total impôts différés actifs	27 518	20 336	726	6 456

Notre filiale Virbac Corporation dispose d'une créance d'impôt différé sur reports déficitaires entièrement dépréciée depuis la clôture des comptes 2017. Cette créance, qui n'est donc pas reconnue dans nos comptes consolidés s'élevait à 32,6 millions US\$ à l'ouverture de l'exercice. Au cours de l'exercice 2020, cette créance a pu être utilisée à hauteur de 19,2 millions US\$, du fait du résultat de cession dégagé sur la vente des actifs Sentinel®. Le solde de cette créance après imputation des bénéfices de l'exercice (soit 13,4 millions US\$) reste intégralement déprécié au 31 décembre 2020.

A9. Stocks et travaux en cours

en k€	Matières premières et approvisionnements	En-cours de production	Produits finis et marchandises	Stocks et travaux en cours
Valeur brute au 31/12/2019 ¹	71 131	14 578	136 947	222 656
Variations	4 803	2 550	14 038	21 391
Mouvements de périmètre	-3 594	—	-3 995	-7 589
Transferts	—	—	—	—
Écarts de conversion	-2 474	-52	-8 187	-10 713
Valeur brute au 31/12/2020	69 866	17 075	138 803	225 745
Dépréciations au 31/12/2019 ¹	-5 333	-696	-10 044	-16 073
Dotations	-2 140	-1 282	-8 553	-11 975
Reprises	3 629	696	8 347	12 673
Mouvements de périmètre	—	—	—	—
Transferts	—	—	—	—
Écarts de conversion	191	—	477	668
Dépréciations au 31/12/2020	-3 653	-1 281	-9 772	-14 707
Valeur nette au 31/12/2019 ¹	65 798	13 882	126 903	206 583
Valeur nette au 31/12/2020	66 213	15 794	129 031	211 037

¹ Suite à une réaffectation analytique, la ventilation à l'ouverture entre la valeur brute et les dépréciations du poste "produits finis et marchandises" a été modifiée sans impact sur le montant du stock net".

Le montant de 7,6 millions € affiché sur la ligne "Mouvements de périmètre" correspond aux stocks de produits Sentinel[®] cédés dans le cadre de l'opération de cession à MSD Santé Animale.

Hors effet de change et de périmètre, les stocks nets augmentent de 22,1 millions €. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation de l'activité du dernier trimestre, la constitution de stocks pour le lancement de nouveaux produits en 2021, et de stocks de sécurité notamment dans des sites de production tels qu'en France, au Chili, et aux États-Unis, certains liés à la crise pandémique de la Covid-19.

A10. Créances clients

en k€	Créances clients
Valeur brute au 31/12/2019	102 207
Variations	7 761
Mouvements de périmètre	—
Transferts	—
Écarts de conversion	-5 385
Valeur brute au 31/12/2020	104 584
Dépréciations au 31/12/2019	-2 822
Dotations	-846
Reprises	710
Mouvements de périmètre	—
Transferts	—
Écarts de conversion	66
Dépréciations au 31/12/2020	-2 891
Valeur nette au 31/12/2019	99 386
Valeur nette au 31/12/2020	101 693

Le poste des créances clients est en augmentation de 2,3 millions €. Cela concerne principalement notre filiale en Australie, (+7,1 millions €) du fait d'un niveau d'activité en fin d'année plus élevé comparativement à 2019 et d'une baisse du *factoring*, ainsi que notre filiale aux États-Unis (+2,7 millions € avec une hausse liée à la baisse du *factoring* compensée par une baisse liée à la cession de Sentinel[®]). Cette hausse est toutefois compensée par une réduction des créances en Inde et au Chili, avec une fin d'année concentrée sur la collecte, ainsi que par les écarts de conversion qui impactent le poste à la baisse pour 5,3 millions €.

À noter que les créances déconsolidées car cédées dans le cadre de contrats d'affacturage s'élèvent à 19,5 millions € au 31 décembre 2020 (contre 42,3 millions € au 31 décembre 2019). Cette variation est consécutive à la mise en veille du programme d'affacturage en Australie (-6,9 millions €) et aux États-Unis (-14,1 millions €), ainsi qu'à la baisse du chiffre d'affaires au Royaume-Uni.

Le risque de crédit des créances clients et autres débiteurs est présenté en note A33.

A11. Autres débiteurs

en k€	2019	Variations	Transferts	Écarts de conversion	2020
Créance d'impôt sur le résultat	5 914	589	—	-470	6 033
Créances sociales	488	305	—	-57	736
Autres créances sur l'État	23 481	9 657	—	-665	32 473
Avances et acomptes sur commandes	3 251	-1 377	—	-229	1 645
Dépréciations des autres créances diverses	—	—	—	—	—
Charges constatées d'avance	6 219	-294	—	-244	5 681
Autres créances diverses	11 547	9 753	—	-118	21 188
Autres débiteurs	50 899	18 634	—	-1 784	67 755

L'augmentation des "Autres créances sur l'État" s'explique par la comptabilisation des créances de crédit d'impôt recherche relatives à l'exercice 2020 dont bénéficient nos filiales en France, au Chili, en Australie et au Brésil, pour un montant total de 9,4 millions €. Nous avons par ailleurs cessé de préfinancer nos créances de CIR en France depuis l'année dernière. Les autres créances sur l'État à la clôture de l'exercice recouvrent donc à la fois la créance au titre de l'exercice 2020 mais aussi de 2019.

La hausse des "Autres créances diverses" correspond principalement à des créances envers les sociétés d'affacturage en Australie, au Royaume-Uni et en Italie.

A12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

en k€	2019	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2020
Disponibilités	48 065	75 888	—	—	-3 192	120 761
Valeurs mobilières de placement	45 592	21 176	—	—	-5 637	61 130
Trésorerie et équivalents de trésorerie	93 656	97 064	—	—	-8 829	181 890
Concours bancaires courants	-13 769	11 464	—	—	—	-2 305
Intérêts courus non échus passifs	-37	19	—	—	—	-18
Trésorerie passive	-13 807	11 484	—	—	—	-2 323
Trésorerie nette	79 849	108 547	—	—	-8 829	179 568

Suite à la cession des droits sur la marque Sentinel[®], nous avons procédé au remboursement de nos concours bancaires courants, notamment au niveau de la société mère, pour un total de 11,5 millions €. Suite à ce désendettement, nos disponibilités à travers le Groupe ont augmenté.

La hausse des valeurs mobilières de placement concerne principalement l'Inde qui dispose de 57 670 k€ de dépôts à terme inférieurs à trois mois à la clôture 2020.

A13. Actifs destinés à être cédés

Au cours de l'exercice 2020, et comme partagé dans nos comptes semestriels, les actifs relatifs à la gamme Sentinel[®], qui ont été cédés à MSD Santé Animale ont fait l'objet d'un reclassement en actifs destinés à être cédés. L'opération ayant été finalisée dans l'année, notre état de la situation financière ne présente plus d'actifs de cette nature à la date de clôture.

A14. Capitaux propres

en k€	2020	2019
Capital	10 573	10 573
Primes liées au capital	6 534	6 534
Réserve légale	1 089	1 089
Autres réserves et report à nouveau	460 968	415 449
Réserves de consolidation	56 044	47 364
Réserves de conversion	-42 829	-8 986
Écarts actuariels	-6 915	-5 789
Résultat de la période	137 465	51 549
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	622 928	517 783
Autres réserves et report à nouveau	42 438	43 272
Réserves de conversion	-12 492	-12 049
Résultat de la période	4 304	2 872
Intérêts non contrôlés	34 250	34 096
Capitaux propres	657 177	551 878

Politique de gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation, afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale afin de réduire le coût du capital.

Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit :

- ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ;
- rembourser du capital aux actionnaires ;
- émettre de nouvelles actions ;
- ou vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

Le Groupe utilise différents indicateurs, dont le levier financier (endettement net/capitaux propres) qui fournit aux investisseurs une vision de l'endettement du Groupe comparativement au total des capitaux propres. Ces fonds propres incluent notamment la réserve des variations de valeur des couvertures des flux de trésorerie.

Actions d'autocontrôle

Virbac détient des actions propres, qui ne comportent pas de droit de vote, destinées essentiellement à alimenter les plans d'attribution d'actions de performance. Le montant de ces actions propres est comptabilisé en réduction des capitaux propres.

Actions à droit de vote double

Des droits de vote double sont accordés à tous les actionnaires détenant leur titre au nominatif pendant deux ans au minimum. Sur les 8 458 000 actions composant le capital social, 4 316 777 sont à droit de vote double.

Programme de rachat d'actions

L'assemblée générale ordinaire du 22 juin 2020 a autorisé la société mère Virbac à procéder à des rachats de ses propres actions sur le fondement des articles L225-209 et suivants du Code de commerce.

Au 31 décembre 2020, Virbac possédait au total 21 304 actions propres acquises sur le marché pour un montant global de 3 294 030€ hors frais, soit un coût moyen de 154,62 € par titre.

Au cours de l'exercice, la société a procédé à l'achat de 81 194 actions propres (au cours moyen de 194,82 €) et à la cession de 80 929 actions propres (au cours moyen de 197,23 €) dans le cadre du contrat d'animation du titre.

En 2020, aucune action n'a été achetée ni vendue dans le cadre des plans d'attribution d'actions de performance. Par ailleurs, les actions du plan de performance 2016 ont été distribuées aux bénéficiaires (voir note A35).

Les actions propres au 31 décembre 2020 représentent 0,25% du capital de Virbac. Elles sont destinées en partie à l'animation du titre et à l'attribution d'actions de performance, conformément à la dix-septième résolution adoptée par l'assemblée générale du 22 juin 2020.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale une résolution autorisant le rachat d'actions de la société dans la limite de 10% du capital. Les acquisitions pourront être effectuées en vue :

- d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissements agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité en conformité avec la réglementation AMF ;
- de permettre des attributions d'actions de performance ;

- de permettre la réduction du capital de la société par annulation de tout ou partie des titres achetés sous réserve de l'adoption par la présente assemblée générale, de la résolution relative à l'autorisation de réduire le capital par annulation de titres rachetés.

Le prix maximum d'achat ne devra pas être supérieur à 350 € par titre. Pour le calcul du nombre maximal d'actions, il sera tenu compte des actions déjà acquises dans le cadre des autorisations précédentes mentionnées ci-dessus, ainsi que de celles qui pourront être acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

A15. Avantages du personnel

Les engagements relatifs aux régimes des avantages du personnel sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Les engagements futurs font l'objet d'une provision pour charge.

Lorsqu'un engagement est préfinancé par des versements dans un fonds, la provision correspond à la différence entre l'engagement total à la date de clôture et le montant de l'actif de couverture. L'actif de couverture est constitué du montant du fonds, augmenté des produits de placement et des éventuelles contributions payées dans l'année.

Le Groupe applique la norme IAS 19 révisée depuis le 1^{er} janvier 2012.

Évolution des provisions par pays

en k€	2019	Dotations	Reprises	Transferts	Capitaux propres	Écarts de conversion	2020
France	8 977	878	-388	—	1 622	—	11 089
Italie	946	82	-291	—	43	—	779
Allemagne	589	—	-36	—	—	—	553
Grèce	176	48	-96	—	—	—	128
Mexique	152	26	-19	—	57	-20	196
Corée du Sud	196	268	-270	—	5	-6	193
Taiwan	1 044	76	-6	—	-39	-35	1 040
Thaïlande	1 407	134	—	—	—	-131	1 411
Philippines	68	—	-9	—	—	-2	57
Uruguay	567	58	—	—	—	-116	510
Indemnités de fin de carrière et indemnités de départ	14 123	1 570	-1 116	—	1 687	-309	15 955
France	981	—	—	—	244	—	1 225
Japon	2 392	259	-432	—	-103	-76	2 040
Régimes de retraite à prestations définies	3 373	259	-432	—	141	-76	3 265
Afrique du Sud	883	75	-56	—	53	-107	848
Couverture médicale	883	75	-56	—	53	-107	848
Inde	444	421	-340	—	103	-57	571
Indemnités compensatoires pour absence	444	421	-340	—	103	-57	571
Australie	1 368	158	-154	—	—	9	1 381
Autriche	57	2	-8	—	—	—	51
Espagne	47	8	—	—	—	—	56
Autres avantages long terme	1 472	169	-162	—	—	9	1 487
Provisions pour avantages du personnel	20 294	2 494	-2 106	—	1 984	-540	22 126

Les principaux impacts en capitaux propres sont en France et sont essentiellement dus à des écarts actuariels d'expérience (mise à jour des données), à la baisse du taux d'actualisation et à la revue de la table de turnover, dont l'impact est d'environ 1,8 million €.

Principaux engagements

Les principaux régimes d'avantages du personnel se situent en France, au Japon, en Thaïlande, en Australie et à Taïwan. Au 31 décembre 2020, ils contribuent respectivement à 56%, 9%, 6%, 6% et 5% des provisions relatives aux régimes des avantages du personnel.

Indemnités de fin de carrière et indemnités de départ

■ France

Conformément à la convention collective, les sociétés françaises du Groupe versent à leurs salariés qui partent à la retraite une indemnité de fin de carrière qui est fonction de leur rémunération et de leur ancienneté.

L'acquisition des droits s'effectue comme suit :

- cadres et assimilés : 12% du salaire mensuel par année d'ancienneté ;
- non cadres : 12% du salaire mensuel par année d'ancienneté (contre 10% précédemment).

Régimes de retraite à prestations définies

■ France

Le régime se traduit par le versement d'une rente à l'assuré, réversible à 60% au profit du conjoint (ou ex-conjoint), dont les conditions d'attribution sont les suivantes :

- ancienneté dans le Groupe supérieure à dix ans, dont neuf ans en tant que membre du directoire ou 15 ans pour une prestation de 10,5% du traitement de référence ;
- être âgé d'au moins 60 ans ;
- achever sa carrière dans le Groupe.

■ Japon

Le régime se traduit par des versements sous forme d'un capital.

Les conditions d'éligibilité sont les suivantes :

- être salarié depuis au moins deux ans dans l'entreprise à la date de clôture ;
- être âgé d'au moins 60 ans.

Le montant du capital est calculé à partir du salaire de base multiplié par un coefficient qui varie de deux à 35 en fonction de l'ancienneté.

Couverture médicale

■ Afrique du Sud

Le programme mis en place par Virbac RSA prévoit la prise en charge par la société de la contribution versée par les employés à la retraite qui souhaiteraient souscrire une assurance médicale volontaire.

La condition d'éligibilité est d'être salarié de la société avant le 30 avril 1995.

La contribution d'assurance prise en charge par Virbac Afrique du Sud se situe entre 50% et 100% en fonction du niveau de couverture choisi par le bénéficiaire. En cas de décès du bénéficiaire, ses ayants-droit continuent de bénéficier de la participation de Virbac Afrique du Sud, sous certaines conditions.

Compte tenu de la nature du plan qui n'est pas dédié aux seuls salariés de Virbac Afrique du Sud, l'évaluation est faite sur la base des cotisations versées par Virbac Afrique du Sud, revalorisées du taux d'inflation relatif aux frais médicaux.

Congés d'ancienneté

■ Australie

Conformément à la réglementation en Australie, Virbac verse aux salariés des congés d'ancienneté qui sont fonction de leur rémunération et de leur ancienneté. Chaque salarié a droit à trois mois de congés après 15 ans d'ancienneté dont l'acquisition s'effectue comme suit :

- si le salarié est licencié entre cinq et dix ans d'ancienneté, il a droit à la quote-part des droits acquis ;
- si le salarié quitte la société pour toute autre raison entre cinq et dix ans d'ancienneté, il n'a aucun droit ;
- si le salarié quitte la société, quelle qu'en soit la raison, après dix ans d'ancienneté, il a droit à la quote-part des droits acquis.

La provision est déterminée comme la somme des droits individuels proratisés par le rapport entre l'ancienneté du salarié en date de clôture et l'ancienneté des pleins droits.

Paramètres de calcul des principaux régimes d'avantages du personnel dans le Groupe

Hypothèses au 31 décembre 2020

	Taux d'actualisation	Progression future des salaires
France	0,45%	2,00%
Afrique du Sud	9,84%	N/A
Japon	0,50%	3,00%
Inde	5,80%	7,00%

Hypothèses au 31 décembre 2019

	Taux d'actualisation	Progression future des salaires
France	0,60%	2,00%
Afrique du Sud	9,57%	N/A
Japon	0,30%	3,00%
Inde	6,70%	7,00%

Les taux d'actualisation sont définis par référence aux taux d'obligations privées de haute qualité avec une maturité similaire à celle de l'obligation concernée. Conformément à la norme IAS 19 révisée, le taux de rendement attendu des actifs est considéré comme étant égal au taux d'actualisation.

Une augmentation ou une diminution de 0,5 point du taux d'actualisation entraînerait respectivement une diminution de la provision pour avantages au personnel d'environ 815 k€ ou une augmentation d'approximativement 833 k€ dont la contrepartie serait comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Par ailleurs, une augmentation ou une diminution de 0,5 point du taux de progression future des salaires entraînerait respectivement une augmentation de la provision pour avantages au personnel d'approximativement 824 k€ ou une diminution d'approximativement 774 k€ dont la contrepartie serait comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Dotation de l'année

en k€	Dotation 2020
Coût des services rendus	1 849
Charge d'intérêts	304
Produit d'intérêts	-141
Changement de régime	479
Reconnaissance immédiate des (gains)/pertes actuariels de l'année	—
Coût administratif reconnu en charge	3
Charge nette/(produit net) reconnu dans le compte de résultat	2 494

Les contributions employeur (y compris les paiements de prestations directement effectués par l'employeur) versées en 2020 s'élèvent à 2 104 k€ et sont estimées à 3 281 k€ pour 2021.

Mouvements dans les montants comptabilisés dans l'état de la situation financière

Les tableaux suivants réconcilient les mouvements dans les montants inscrits dans l'état de la situation financière (dette actuarielle, actifs de couverture, provision pour avantages au personnel).

en k€	Dette actuarielle
Valeur actualisée au 1^{er} janvier 2020	23 050
Prestations servies par l'employeur	-796
Prestations servies par le fonds	-987
Coût des services rendus et charge d'intérêt	2 153
Rupture de fin de contrat	—
(Gains)/Pertes actuariels dus aux hypothèses démographiques	1 711
(Gains)/Pertes actuariels dus aux hypothèses financières	254
(Gains)/Pertes actuariels d'expérience	183
Changement de régime	479
Autres variations	—
Transferts	—
Écarts de conversion	-782
Valeur actualisée au 31 décembre 2020	25 265

Les dettes actuarielles sont préfinancées en Inde et en Corée du Sud au travers d'actifs de couverture (contrats d'assurance) garantissant annuellement des intérêts financiers.

en k€	Actifs de couverture
Juste valeur au 1^{er} janvier 2020	2 755
Cotisations versées	1 308
Prestations servies par le fonds	-987
Produit d'intérêt	141
Gains/(Pertes) actuariels	165
Taxe sur les primes versées	-3
Autres variations	—
Écarts de conversion	-240
Juste valeur au 31 décembre 2020	3 139

en k€	Avantages du personnel
Juste valeur des actifs de couverture	-3 139
Valeur actualisée de la dette actuarielle	25 265
(Actif)/Passif reconnu dans la provision au 31 décembre 2020	22 126

en k€	Avantages du personnel
Provision au passif au 1^{er} janvier 2020	20 294
Charge/(Produit) comptabilisé en compte de résultat - dotation	2 494
Montant reconnu en capitaux propres	1 984
Contributions employeur/Prestations payées	-2 104
Autres variations	—
Transferts	—
Écarts de conversion	-542
Provision au passif au 31 décembre 2020	22 126

A16. Autres provisions

en k€	2019	Dotations	Reprises	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2020
Litiges commerciaux ou prud'homaux	4 693	930	-1 199	—	—	-218	4 206
Provisions à caractère fiscal	742	1 324	—	—	—	—	2 065
Risques et charges divers	3 116	210	-1 145	—	1	—	2 183
Autres provisions, non courant	8 551	2 464	-2 343	—	1	-218	8 454
Litiges commerciaux ou prud'homaux	439	150	—	—	—	-42	547
Provisions à caractère fiscal	—	—	—	—	—	—	—
Risques et charges divers	615	123	-261	—	—	-5	473
Autres provisions, courant	1 055	273	-261	—	—	-47	1 021
Autres provisions	9 606	2 737	-2 604	—	1	-264	9 475

Dans le cadre du litige avec un concurrent et des deux instances en contrefaçon et concurrence déloyale actuellement en cours à l'échelle nationale et à l'échelle européenne, le risque qui résulte de l'incertitude subsistante a été analysé et la provision présente dans les comptes à l'ouverture a été maintenue dans les comptes au 31 décembre 2020.

Les provisions à caractère fiscal sont destinées à faire face aux conséquences financières des contrôles fiscaux dans le Groupe.

Les provisions reprises ont été utilisées conformément à leur objet.

Passifs éventuels

Aucune provision n'est constituée lorsque la société considère que le passif est éventuel (au sens d'IAS 37). Seule une provision correspondant à une estimation des frais de procédure a été comptabilisée dans certains cas (voir note A39).

A17. Obligation locative

Variation des obligations locatives

en k€	2019	Nouveaux contrats et renouvellements	Remboursements et résiliations	Transferts	Écarts de conversion	2020
Obligation locative - Non courant	26 090	9 049	-683	-6 529	-1 124	26 803
Obligation locative - Courant	8 573	2 029	-8 798	6 524	-361	7 968
Obligation locative	34 663	11 078	-9 481	-5	-1 485	34 771

La norme *IFRS 16* proposant un modèle de comptabilisation unique des contrats de location remplissant les conditions d'application, la nouvelle obligation locative intègre les dettes liées aux contrats antérieurement capitalisés conformément à *IAS 17*.

Échéancier des obligations locatives

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Obligation locative - Non courant	—	17 587	9 215	26 803
Obligation locative - Courant	7 968	—	—	7 968
Obligation locative	7 968	17 587	9 215	34 771

Information liée aux activités de financement

en k€	2019	Flux de trésorerie	Variations sans impact trésorerie				2020
		Remboursements	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Écarts de conversion	
Obligation locative	34 663	-9 291	11 458	-570	-5	-1 485	34 771
Obligation locative	34 663	-9 291	11 458	-570	-5	-1 485	34 771

Les diminutions correspondent aux résiliations anticipées qui ne génèrent pas de sortie de trésorerie.

L'augmentation de la dette provient essentiellement des options de renouvellement de contrats immobiliers mentionnées dans la note A5 ainsi qu'aux obligations générées par les nouveaux contrats ou les prorogations de contrats relatifs à la flotte de véhicules.

À noter que l'amendement à IFRS 16 n'a pas eu d'impact sur nos comptes consolidés. En effet aucune de nos filiales n'a bénéficié d'exemptions ou de reports de loyers dans le cadre de la pandémie de Covid-19.

A18. Autres passifs financiers

Variation des autres passifs financiers

en k€	2019	Augmentations	Diminutions	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2020
Emprunts	305 362	40	-248 477	—	-3 910	-2 421	50 594
Participation	8	4	—	—	—	—	12
Instruments dérivés de change et de taux	1 499	—	-421	—	—	—	1 078
Autres	—	—	—	—	—	—	—
Autres passifs financiers -non courant	306 869	44	-248 898	—	-3 910	-2 421	51 684
Emprunts	105 457	44 219	-124 401	—	3 910	-1 460	27 725
Concours bancaires	13 769	—	-11 464	—	—	—	2 306
Intérêts courus non échus passifs	37	—	-19	—	—	—	18
Participation	604	734	-455	—	—	-70	814
Instruments dérivés de change et de taux	683	—	476	—	—	—	1 158
Autres	6	—	-5	—	—	-1	—
Autres passifs financiers - courant	120 556	44 953	-135 868	—	3 910	-1 531	32 021
Autres passifs financiers	427 425	44 997	-384 766	—	—	-3 952	83 705

La cession de Sentinel[®] pour un montant de 410 millions US\$ a permis notamment le remboursement de nos tirages en US\$ et notre situation nette de trésorerie est devenue positive.

Après avoir remboursé par anticipation notre contrat de financement de 90 millions US\$ auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI), nous disposons encore des financements suivants pour couvrir nos besoins en fonds de roulement, d'éventuelles opérations de croissance externe et divers projets :

- un crédit syndiqué de 420 millions €, tirable en euros et en dollars auprès d'un pool de banques, remboursable *in fine* et de maturité initiale avril 2020, prorogé jusqu'au 9 avril 2022 ;
- des contrats désintermédiés (*Schuldschein*) en euros et en dollars pour un total de 21,5 millions €, composés de trois tranches, de maturités avril 2022 et avril 2025, à taux fixe ;
- des contrats de financement avec Bpifrance, pour 22,1 millions €, amortissables et de maturité novembre 2023 et septembre 2024.

Au 31 décembre 2020, la position des financements est la suivante :

- le contrat syndiqué est tiré à hauteur de 20 millions US\$;
- les contrats désintermédiés s'élèvent à 15 millions € et 8 millions US\$;
- les financements Bpifrance se montent à 22,1 millions €.

Ces financements sont assortis d'une clause de respect d'un *covenant* financier qui nous impose de respecter des ratios financiers calculés sur la base des comptes consolidés et correspondant à l'endettement net consolidé⁽¹⁾ pour la période considérée sur l'*Ebitda* consolidé⁽²⁾ pour cette même période de test.

À noter que depuis le 1^{er} janvier 2019, nous appliquons la norme *IFRS 16*, portant sur la comptabilisation des contrats de location, qui a des impacts sur les postes comptables du compte de résultat utilisés pour la détermination de l'*Ebitda* et sur les postes de dette au bilan. Le calcul du *covenant* financier est établi en intégrant les impacts de cette nouvelle norme.

Au 31 décembre 2020, nous respectons les clauses de ratio financier puisque celui-ci s'établit à -0,29, le situant ainsi sous la limite du *covenant* financier contractuel qui s'élève à 3,75.

¹ Pour le calcul du *covenant*, l'endettement net consolidé désigne la somme des autres passifs financiers courants et non courants, à savoir les postes suivants : emprunts, concours bancaires, intérêts courus non échus passifs, dettes relatives aux contrats de location, participation, instruments dérivés de taux et de change, et autres ; diminuée du montant des postes suivants : trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes de dépôts à terme, et des instruments dérivés de change et de taux actifs tels qu'ils apparaissent dans les comptes consolidés.

² L'*Ebitda* consolidé désigne, selon la définition donnée au contrat, le résultat d'exploitation de la période considérée, majoré des dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises et les dividendes reçus de filiales non consolidées.

Les capacités de financement de la société sont suffisantes pour permettre le financement de ses besoins en trésorerie.

Autres passifs financiers classés selon leurs échéances

Au 31 décembre 2020

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Emprunts	27 725	50 594	—	78 319
Concours bancaires	2 306	—	—	2 306
Intérêts courus non échus passifs	18	—	—	18
Participation	814	12	—	826
Instruments dérivés de change et de taux	1 158	1 078	—	2 236
Autres	—	—	—	—
Autres passifs financiers	32 021	51 684	—	83 705

La génération de *cash flow* opérationnel ainsi que les lignes de découverts négociées et le factoring permettent de couvrir les dettes financières courantes.

Au 31 décembre 2019

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Emprunts	105 457	224 270	81 092	410 820
Concours bancaires	13 769	—	—	13 769
Intérêts courus non échus passifs	37	—	—	37
Participation	604	8	—	612
Instruments dérivés de change et de taux	683	1 499	—	2 181
Autres	6	—	—	6
Autres passifs financiers	120 556	225 777	81 092	427 425

Information liée aux activités de financement

en k€	2019	Flux de trésorerie		Variations sans impact trésorerie			2020
		Émissions	Remboursements	Juste valeur	Reclassements	Écarts de conversion	
Emprunts non courants	305 362	40	-248 477	—	-3 910	-2 421	50 595
Emprunts courants	105 457	44 219	-124 401	—	3 910	-1 460	27 724
Participation	611	738	-455	—	—	-70	826
Instruments dérivés de change et de taux	2 181	—	—	55	—	—	2 236
Autres	6	—	-5	—	—	-1	—
Autres passifs financiers	413 617	44 997	-373 338	55	—	-3 952	81 381

A19. Autres créiteurs

en k€	2019	Variations	Changement de norme	Transferts	Écarts de conversion	2020
Dettes d'impôt sur le résultat	—	—	—	—	—	—
Dettes sociales	—	—	—	—	—	—
Autres dettes fiscales	—	—	—	—	—	—
Avances et acomptes reçus sur commandes	—	—	—	—	—	—
Produits constatés d'avance	1 357	1	—	—	-72	1 286
Autres dettes diverses	1 071	1 202	—	—	-368	1 905
Autres créiteurs - non courant	2 427	1 204	—	—	-440	3 191
Dettes d'impôt sur le résultat	11 656	7 459	—	1	-304	18 812
Dettes sociales	48 003	5 296	—	—	-1 459	51 841
Autres dettes fiscales	11 133	564	—	—	-408	11 289
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 225	-1 205	—	342	-31	332
Produits constatés d'avance	1 113	61	—	—	-26	1 148
Autres dettes diverses	73 407	10 371	—	-342	-1 432	82 003
Autres créiteurs - courant	146 538	22 545	—	1	-3 660	165 425
Autres créiteurs	148 966	23 749	—	1	-4 100	168 616

Notre poste "Autres créiteurs" augmente du fait de la hausse de la dette d'impôt sur le résultat, notamment en France (5,7 millions €).

À noter que l'entrée en vigueur de l'interprétation *IFRIC 23* a conduit la société, en lien avec ses conseils fiscaux, à réestimer, à la clôture de l'exercice, les risques et incertitudes relatifs à l'impôt sur les sociétés dans toutes les entités du Groupe et à reconnaître ainsi une dette de 578 k€ au 31 décembre 2020.

Cette dette repose sur des situations pouvant conduire à un risque de litige fiscal en cas de contrôle qui porterait sur des périodes antérieures non encore contrôlées ou en cours de contrôle à l'ouverture de l'exercice. Chaque situation a été analysée, documentée et le risque évalué.

La ligne "Autres dettes diverses", qui constitue la principale cause d'augmentation du poste "Autres créiteurs" comprend en grande majorité des passifs sur contrats conclus avec des clients.

Le tableau ci-dessous détaille la typologie des passifs sur contrats :

en k€	2019	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2020
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 225	-1 205	—	342	-31	332
Clients - avoirs à établir	68 687	9 243	—	-342	-1 088	76 500
Passifs clients	69 913	8 038	—	—	-1 119	76 832

Les avoirs à établir résultent très majoritairement des changements d'estimation du prix de la transaction, la plupart des filiales du Groupe accordant des remises de fin d'année aux clients, dont le montant est conditionné par l'atteinte d'objectifs de ventes. Les principales augmentations se notent en France (+6,0 millions €) et en Australie (+2,0 millions €).

A20. Dettes fournisseurs

en k€	2019	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2020
Dettes fournisseurs courants	90 066	9 643	—	-13	-3 157	96 539
Dettes fournisseurs d'immobilisations incorporelles	2 244	2 359	—	—	-18	4 586
Dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles	3 459	695	—	—	-25	4 129
Dettes fournisseurs	95 769	12 698	—	-13	-3 200	105 254

Ce poste s'établit à 105,3 millions € à fin 2020, contre 95,8 millions € à fin 2019. L'augmentation de ce poste est particulièrement marquée en France, s'expliquant par un décalage des projets suite au ralentissement de l'activité sur le deuxième et troisième trimestre 2020 lié à la crise sanitaire, et une activité en croissance sur le dernier trimestre 2020.

A21. Revenu des activités ordinaires

en k€	2020	2019	Variation
Ventes de produits finis et de marchandises	1 073 595	1 069 373	0,4%
Prestations de services	146	45	225,6%
Produits annexes de l'activité	1 667	2 435	-31,5%
Redevances perçues	434	382	13,6%
Chiffre d'affaires brut	1 075 842	1 072 235	0,3%
Rabais, remises, ristournes sur ventes	-114 995	-109 764	4,8%
Charges en déduction des ventes	-18 645	-17 728	5,2%
Escomptes de règlement	-6 624	-6 386	3,7%
Provisions pour retour	-1 379	-15	9239,0%
Charges en déduction du chiffre d'affaires	-141 643	-133 893	5,8%
Revenu des activités ordinaires	934 198	938 342	-0,4%

Les charges présentées en déduction du chiffre d'affaires sont principalement constituées des éléments suivants :

- montants versés au titre des contrats de coopération commerciale (actions de communication, fourniture de statistiques...);
- coût des opérations commerciales (y compris les programmes de fidélité) dont le montant est directement lié au chiffre d'affaires généré.

Les provisions pour retour des clients sont calculées selon une méthode statistique, en fonction des retours observés historiquement.

Évolution

En 2020, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 934,2 millions €, marquant un léger retrait de -0,4% à taux de change réels, mais réalisant une hausse de 3,2% à taux constants. À taux et périmètre constants (hors Sentinel[®]), la croissance s'élève à 5,7%.

Si la situation liée à la crise sanitaire de la Covid-19 a impacté quelques pays de façon temporaire et contrastée, le lancement de certains produits, le développement accéléré des ventes via le canal digital, la diversification géographique et de portefeuille de produits, ainsi que la résilience de notre secteur, ont permis globalement de générer un chiffre d'affaires en forte croissance à taux constants.

Globalement, les contributions à taux constants sont positives sur l'ensemble de l'activité, à l'exception des États-Unis en léger retrait hors Sentinel[®], et à l'impact des ruptures de vaccins chiens et chats, qui ont généré une perte d'activité sur l'année. Le montant exact est difficile à évaluer compte tenu des perturbations sur la demande dans le contexte de la Covid-19, mais nous observons cependant une baisse de notre chiffre d'affaires des vaccins chiens et chats sur l'année 2020 de 12 millions € hors CaniLeish. L'Europe et la zone Asie-Pacifique tirent la croissance annuelle à respectivement +5,8% (+5,9% à taux constants), et +2,7% (+6,9% à taux constants), avec cependant un pays plus affecté par la crise sanitaire (Royaume-Uni), dont la sous performance est largement compensée par les fortes contributions de l'Inde, de la France, du Benelux et de la Chine. La zone Amérique latine varie de -4,7% (+7,1% à taux constants), portée par le dynamisme du Brésil, du Mexique et de la Colombie sur la période. Enfin, l'Amérique du Nord affiche une évolution de -15,1% (-14,3% à taux constants) principalement en raison de la cession des gammes Sentinel[®]. Hors Sentinel[®], l'évolution à taux constants est de -0,8%, impactée essentiellement par le retrait des gammes dentaire et antibiotique.

A22. Achats consommés

en k€	2020	2019	Variation
Achats stockés	-310 517	-298 050	4,2%
Achats non-stockés	-24 491	-22 108	10,8%
Frais accessoires sur achats	-4 309	-4 367	-1,3%
Rabais, remises, ristournes obtenus	506	646	-21,7%
Achats	-338 811	-323 879	4,6%
Variation des stocks bruts	21 199	7 016	202,2%
Dotations aux dépréciations de stocks	-11 697	-7 891	48,2%
Reprises des dépréciations de stocks	12 673	9 948	27,4%
Variation nette des stocks	22 175	9 073	144,4%
Achats consommés	-316 636	-314 805	0,6%

La hausse des achats est constatée principalement en France, notamment afin de limiter les risques de ruptures de stocks et de sécuriser les ventes à venir, dans le cadre de la situation liée à la Covid-19.

La variation des stocks s'explique principalement par la constitution de stocks de sécurité dans les sites de production notamment en France, au Chili et aux États-Unis, en raison de la crise pandémique de la Covid-19 et à la reconstitution de stocks de vaccins, dont le stock était faible à la clôture 2019.

A23. Charges externes

Les charges externes sont en retrait de -8,3% à taux réels par rapport à l'année 2019. Cette baisse s'explique par des réductions de dépenses importantes lancées ou subies par le Groupe en réponse à la crise pandémique de la Covid-19. Les réductions de coûts se situent essentiellement au niveau des frais de déplacements et des dépenses commerciales.

A24. Amortissements, dépréciations et provisions

en k€	2020	2019	Variation
Dotations d'amortissements d'immobilisations incorporelles ¹	-5 377	-5 196	3,5%
Dotations de dépréciations d'immobilisations incorporelles	-600	-120	400,0%
Dotations d'amortissements d'immobilisations corporelles	-23 900	-24 066	-0,7%
Dotations de dépréciations d'immobilisations corporelles	-16	-604	-97,3%
Dotations d'amortissements des droits d'utilisation	-10 035	-10 455	-4,0%
Reprises d'amortissements d'immobilisations incorporelles	—	—	—%
Reprises de dépréciation d'immobilisations incorporelles	120	260	-53,8%
Reprises d'amortissements d'immobilisations corporelles	—	34	-100,0%
Reprises de dépréciations d'immobilisations corporelles	472	536	-100,0%
Amortissements et dépréciations	-39 336	-39 610	-0,7%
Dotations de provisions pour risques et charges	-2 737	-2 208	24,0%
Reprises de provisions pour risques et charges	1 823	3 705	-50,8%
Provisions	-913	1 497	-161,0%
Dépréciations et provisions	-40 249	-38 113	5,6%

¹ Hors dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions.

Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions

en k€	2020	2019
États-Unis : Sentinel	-3 996	-10 216
SBC	-57	-62
Uruguay : Santa Elena	-143	-145
Australie : Axon	-119	-123
Nouvelle-Zélande	-397	-411
Centroviet	-2 069	-2 378
Multimin	-495	-531
Colombie : Synthesis	-92	-105
Schering-Plough Europe	-1 016	-1 078
Amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-8 384	-15 048

La diminution de ce poste est principalement liée aux actifs Sentinel[®] qui ont cessé d'être amortis dès lors qu'ils ont été reclassés en actifs disponibles à la vente au 30 juin 2020 puis cédés début juillet 2020.

A25. Autres produits et charges courants

en k€	2020	2019	Variation
Redevances payées	-3 305	-3 427	-3,6%
Subventions perçues ou à recevoir (dont CIR)	9 738	7 445	30,8%
Dotations des dépréciations de créances	-846	-1 023	-17,3%
Reprises des dépréciations de créances	710	1 447	-50,9%
Pertes sur créances	-136	-1 411	-90,4%
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	-3 526	-4 801	-26,6%
Produits de cessions d'éléments d'actif	346	7 304	-95,3%
Autres produits et charges	-962	-1 328	-27,6%
Autres produits et charges courants	2 020	4 207	-52,0%

Le montant des crédits d'impôt comptabilisés en subventions s'élève à 9 375 k€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

La moins-value de cession en 2020 de 3,2 millions € concerne essentiellement les États-Unis, impactés par la mise au rebut d'actifs incorporels et corporels.

Pour rappel, en 2019, les cessions, qui font ressortir une plus-value de 2,5 millions €, concernent essentiellement les États-Unis, où nous avons enregistré la vente du bâtiment administratif de Fort Worth, ainsi que la cession des véhicules de société.

A26. Autres produits et charges non courants

Au 31 décembre 2020, ce poste se décompose comme suit :

en k€	2020
Impact de la cession des droits américains des marques Sentinel [®]	69 643
Perte de valeur de l'UGT Vaccin leishmaniose	-4 472
Autres produits et charges non courants	65 171

L'impact sur le résultat de la cession des droits américains des marques Sentinel[®] aux États-Unis a été reclassé en autres produits non courants. Ce résultat de cession comprend les éléments suivants : le prix de vente payé par l'acquéreur, en numéraire, pour 410,2 millions US\$, diminué de la valeur nette des actifs cédés (*goodwill* et actifs incorporels) qui s'élevait à 315,6 millions US\$, de la valeur nette des stocks cédés pour un montant de 8,6 millions US\$, ainsi que la dépréciation des actifs corporels destinés à la fabrication des produits utilisés par notre ancien CMO pour 6,1 millions US\$, et enfin des frais divers liés à la transaction (honoraires, indemnités salariales...) pour un montant de 1,3 million US\$.

Suite à la décision prise par le Groupe de mettre un terme à la production de son vaccin contre la leishmaniose, les actifs résiduels relatifs à cette UGT ont été totalement dépréciés. La dépréciation reconnue dans les comptes en autres produits et charges non courants s'élève à 4,5 millions €, portant sur un brevet (à hauteur de 1,5 millions €), des équipements industriels (à hauteur de 2,7 millions €) et des stocks de consommables (à hauteur de 0,3 million €).

A27. Produits et charges financiers

en k€	2020	2019	Variation
Coût de l'endettement financier brut	-10 716	-17 803	-39,8%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2 019	2 101	-3,9%
Coût de l'endettement financier net	-8 697	-15 702	-44,6%
Gains et pertes de change	-2 115	-7 245	-70,8%
Variation des instruments dérivés de change	452	2 644	-82,9%
Autres charges financières	-158	-124	27,9%
Autres produits financiers	94	128	-24,8%
Autres produits et charges financiers	-1 725	-4 597	-62,5%
Produits et charges financiers	-10 425	-20 298	-48,7%

Depuis l'application de la norme *IFRS 16* au 1^{er} janvier 2019, le coût de l'endettement financier comprend les charges d'intérêts sur les passifs locatifs qui s'élèvent à 1 439 k€ au 31 décembre 2020.

La baisse du coût de l'endettement net de 7,0 millions € est liée à la forte diminution de l'endettement brut, dont une grande partie a été possible grâce à l'encaissement du produit de cession de Sentinel[®], nous permettant de rembourser nos financements bancaires.

Les produits financiers liés aux placements restent quasi stables malgré la hausse des placements de trésorerie en raison de la baisse des taux du pays concerné et des faibles taux de rémunération sur les dépôts à terme en euro.

Le remboursement de la dette a engendré la déqualification de certains instruments dérivés de taux. Cette déqualification impacte le résultat de -1 230 k€.

A28. Impôt sur le résultat

en k€	2020		2019	
	Base	Impôt	Base	Impôt
Résultat avant impôt	175 237		77 672	
Retraitement des crédits d'impôt	-9 376		-7 426	
Retraitement des éléments non récurrents	-47 610		11 048	
Résultat avant impôt retraité	118 251		81 294	
Impôt exigible des sociétés françaises		-9 399		-5 078
Impôt exigible des sociétés étrangères		-27 658		-23 070
Impôt exigible		-37 057		-28 149
Impôt différé des sociétés françaises		815		3 250
Impôt différé des sociétés étrangères		2 468		1 461
Impôt différé		3 283		4 711
Impôt comptabilisé		-33 774		-23 438
Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt exigible		532		416
Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt différé		393		37
Dépréciation des créances d'impôt différé		—		—
Impôt après retraitement		-32 849		-22 985
<i>Taux d'imposition effectif</i>		27,78%		28,27%
<i>Taux d'imposition théorique</i>		32,02%		34,43%
Impôt théorique		-37 864		-27 990
Écart entre impôt théorique et impôt comptabilisé		-4 090		-4 552

Le taux d'impôt théorique considéré par le Groupe correspond au taux d'impôt sur les sociétés en vigueur en France (incluant la contribution additionnelle de 3,3%).

Le taux effectif d'impôt diminue très légèrement en 2020, puisqu'il passe de 28,27% à 27,78%.

Cette baisse s'explique par les belles performances réalisées par nos filiales implantées dans des pays appliquant des taux d'impôt sur les sociétés inférieurs au taux d'imposition de la société mère, tels l'Inde ou le Chili, mais aussi par la diminution du taux légal en France.

Résultat avant impôt retraité

Le résultat avant impôt et la charge d'impôt ont fait l'objet des retraitements décrits ci-après afin de déterminer le taux d'imposition effectif de l'exercice 2020. Ces retraitements sont décrits en suivant.

Retraitement des crédits d'impôt

Il s'agit des principaux crédits d'impôts pris en compte dans le résultat opérationnel courant conformément à IAS 20. Le montant correspond au CIR des entités françaises ainsi qu'à l'équivalent du CIR au Chili, au Brésil et en Australie.

Retraitement des bases d'impôt relatives à des éléments non taxables

Ce montant regroupe principalement :

- des charges ou produits comptables sans impact fiscal, incluant notamment les différences permanentes dans les entités en France et à l'étranger (-11,9 millions €) ;
- ainsi que le résultat de Virbac Corporation pour l'exercice 2020 (61,6 millions €), suite à la cession des actifs Sentinel, alors qu'aucun impôt différé actif n'était comptabilisé au 31 décembre 2019 au titre de ces pertes fiscales reportables.

Impôt après retraitement

Les ajustements de la charge d'impôt sont décrits ci-après.

Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt exigible

Ce montant correspond principalement :

- aux ajustements de charges et produits d'impôt au titre des années antérieures (+1,2 million €) ;
- à la neutralisation de l'impôt minimal restant dû de Virbac Corporation après imputation des pertes reportables (-1,6 million €).

Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt différé

Ce montant correspond à des charges ou produits fiscaux sans base comptable. Il s'agit de :

- l'effet des réformes fiscales sur les bases d'impôt différé à l'ouverture ;
- la modification des bases ou des taux des actifs et passifs d'impôt différé à l'ouverture (changement d'estimation).

A29. Passage du résultat net au résultat net courant

en k€	Résultat IFRS	Dépréciations d'actifs	Coûts de restructuration	Cession d'actifs	Impôt non courant	Résultat net courant
Revenu des activités ordinaires	934 198	—	—	—	—	934 198
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	128 875	—	—	—	—	128 875
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-8 385	—	—	—	—	-8 385
Résultat opérationnel courant	120 491	—	—	—	—	120 491
Autres produits et charges non courants	65 171	4 471	—	-69 643	—	—
Résultat opérationnel	185 662	4 471	—	-69 643	—	120 491
Produits et charges financiers	-10 425	—	—	—	—	-10 425
Résultat avant impôt	175 237	4 471	—	-69 643	—	110 066
Impôt sur le résultat	-33 774	-1 432	—	3 149	—	-32 057
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	306	—	—	—	—	306
Résultat de la période	141 769	3 040	—	-66 494	—	78 314

Le résultat net courant correspond au résultat net retraité des éléments suivants :

- le poste "Autres produits et charges non courants" dont le détail est présenté dans la note A26 ;
- l'impôt non courant, qui comprend l'impact fiscal des "Autres produits et charges non courants", ainsi que tous les produits et charges fiscaux non récurrents.

Pour mémoire, le résultat net courant de l'exercice 2019 se présentait comme suit :

en k€	Résultat IFRS	Dépréciations d'actifs	Coûts de restructuration	Autres éléments	Impôt non courant	Résultat net courant
Revenu des activités ordinaires	938 342	—	—	—	—	938 342
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	122 447	—	—	—	—	122 447
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-15 048	—	—	—	—	-15 048
Résultat opérationnel courant	107 399	—	—	—	—	107 399
Autres produits et charges non courants	-9 429	9 653	—	-244	—	—
Résultat opérationnel	97 970	9 653	—	-244	—	107 399
Produits et charges financiers	-20 298	—	—	—	—	-20 298
Résultat avant impôt	77 672	9 653	—	-244	—	87 101
Impôt sur le résultat	-23 438	-2 493	—	—	2 034	-23 897
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	188	—	—	—	—	188
Résultat de la période	54 422	7 159	—	-244	2 034	63 391

En 2019, la charge d'impôt non récurrente correspondait à la dépréciation de la créance d'impôt différé sur pertes reportables générées au cours de l'exercice par notre filiale Virbac Corporation.

A30. Résultat par action

	2020	2019
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	137 464 878 €	51 549 499 €
Nombre total d'actions	8 458 000	8 458 000
Impact des instruments dilutifs	0	0
Nombre d'actions d'autocontrôle	21 304	26 178
Nombre d'actions en circulation	8 436 696	8 431 822
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, par action	16,29 €	6,11 €
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, dilué par action	16,29 €	6,11 €

A31. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, nous fournissons une information sectorielle telle qu'utilisée en interne par le comité de direction Groupe qui constitue désormais le Principal décideur opérationnel (PDO) suite au changement de gouvernance opéré en décembre 2020.

Notre niveau d'information sectorielle est le secteur géographique. La ventilation par zone géographique est faite sur sept secteurs, selon l'implantation de nos actifs :

- France ;
- Europe (hors France) ;
- Amérique latine ;
- Amérique du Nord ;
- Asie ;
- Pacifique ;
- Afrique & Moyen-Orient.

Nos activités opérationnelles sont organisées et gérées séparément suivant la nature des marchés.

Il existe deux segments marketing qui sont les animaux de compagnie et les animaux de production mais ces derniers ne peuvent pas être considérés comme un niveau d'information sectorielle pour les raisons énumérées ci-après :

- nature des produits : la plupart des segments thérapeutiques sont communs aux animaux de compagnie et aux animaux de production (antibiotiques, antiparasitaires...)
- procédés de fabrication : les chaînes de production sont communes aux deux segments et il n'y a pas de différenciation significative des sources d'approvisionnement ;
- type ou catégorie de clients : la distinction se fait entre secteur éthique (vétérinaires) et OTC (*Over the counter*) ;

- organisation interne : nos structures de gestion sont organisées par zones géographiques. Il n'existe pas, au niveau Groupe, de responsabilité par segment de marché ;
- méthodes de distribution : les principaux canaux de distribution dépendent plus du pays que du segment marketing. Les forces de vente peuvent être, dans certains cas, communes aux deux segments de marché ;
- nature de l'environnement réglementaire : les organismes autorisant la mise sur le marché sont identiques quel que soit le segment.

Dans l'information présentée ci-dessous, les secteurs correspondent donc aux zones géographiques (zones d'implantation de nos actifs). Les résultats de la zone France incluent les frais de siège et une part importante de nos frais de Recherche et Développement.

Au 31 décembre 2020

en k€	France	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Revenu des activités ordinaires	147 731	247 751	148 885	121 332	162 291	80 670	25 538	934 198
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	30 292	19 752	29 401	441	27 443	17 130	4 416	128 875
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	13 781	14 590	13 637	59 390	21 926	11 105	3 036	137 465
Intérêts non contrôlés	1	—	4 303	—	—	—	—	4 304
Résultat de l'ensemble consolidé	13 782	14 590	17 940	59 390	21 926	11 105	3 036	141 769

en k€	France	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Actifs par zone	766 577	55 648	200 180	-160 857	142 117	100 029	7 767	1 111 461
Investissements incorporels	7 980	131	112	1 918	334	1	2	10 478
Investissements corporels	12 299	430	1 799	2 256	5 407	717	244	23 152

Aucun client ne réalise plus de 10% du chiffre d'affaires.

Les intérêts non contrôlés correspondent quasi exclusivement à la contribution des entités chiliennes (groupe HSA), que nous détenons à hauteur de 51%.

Le résultat net France comprend une dépréciation des actifs incorporels et corporels de 3,0 millions € nets d'impôt.

Le résultat net "Amérique du Nord" inclut le résultat de cession de la gamme Sentinel[®] pour un montant net d'impôt de 66,5 millions €.

Au 31 décembre 2019

en k€	France	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Revenu des activités ordinaires	139 104	236 754	156 665	142 938	156 908	78 554	27 419	938 342
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	17 194	15 414	26 234	14 152	24 455	20 691	4 307	122 447
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	4 339	11 094	8 001	-7 933	19 726	13 391	2 931	51 549
Intérêts non contrôlés	-3	—	2 875	—	—	—	—	2 872
Résultat de l'ensemble consolidé	4 337	11 094	10 875	-7 933	19 726	13 391	2 931	54 422

en k€	France	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Actifs par zone	678 720	48 856	210 402	159 607	130 577	87 269	7 828	1 323 259
Investissements incorporels	5 468	24	108	790	123	157	—	6 669
Investissements corporels	9 635	262	4 006	3 155	1 189	823	166	19 237

A32. Actifs et passifs financiers

Ventilation des actifs et passifs évalués en juste valeur

Conformément à la norme *IFRS 7* "Instruments financiers - Informations à fournir", les évaluations à la juste valeur des actifs et des passifs financiers doivent être classées selon une hiérarchie qui comporte les niveaux suivants :

- niveau 1 : la juste valeur est basée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- niveau 2 : la juste valeur est basée sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement ou indirectement ;
- niveau 3 : la juste valeur est basée sur des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché, mais sur des données internes.

Pour les dérivés actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur, nous utilisons des techniques d'évaluation contenant des données observables sur le marché (niveau 2), notamment pour les *swaps* de taux d'intérêts, les achats et ventes à terme ou les options sur les monnaies étrangères. Le modèle incorpore des données diverses comme par exemple les cours de change spot et à terme ou la courbe de taux d'intérêts.

Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

Au 31 décembre 2020

en k€	Actifs financiers au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ²	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	—	1	1	2
Autres actifs financiers non courants	2 978	—	—	2 978	—
Créances clients	101 693	—	—	101 693	—
Autres débiteurs ¹	56 041	—	—	56 041	—
Instruments financiers dérivés courants	—	690	6 700	7 390	2
Autres actifs financiers courants	5	—	—	5	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie	120 761	61 129	—	181 890	1
Actifs financiers	281 477	61 819	6 701	349 997	

Au 31 décembre 2019

	Actifs financiers au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ²	Total	Niveau d'évaluation
en k€					
Instruments financiers dérivés non courants	—	—	4 668	4 668	2
Autres actifs financiers non courants	7 527	—	—	7 527	—
Créances clients	99 386	—	—	99 386	—
Autres débiteurs ¹	38 766	—	—	38 766	—
Instruments financiers dérivés courants	—	209	133	342	2
Autres actifs financiers courants	3	—	—	3	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 065	45 592	—	93 656	1
Actifs financiers	193 747	45 800	4 801	244 348	

¹ Hors charges constatées d'avance et créance d'impôt sur le résultat.

² La comptabilité de couverture permet de constater des variations de juste valeur en capitaux propres.

Actifs financiers au coût amorti

Ce sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables, et qui ne sont pas cotés. Les éléments entrant dans cette catégorie sont décrits ci-après.

■ **Prêts et autres créances immobilisées**

Ce sont principalement des dépôts de caution et autres loyers d'avance, des comptes séquestre, ainsi que des prêts accordés (au personnel notamment).

■ **Créances clients**

Elles sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture, déduction faite des provisions pour dépréciation.

■ **Créances courantes**

Il s'agit principalement des créances envers l'administration fiscale (hors impôt sur les sociétés) et les organismes sociaux, ainsi que des avances et acomptes sur commandes.

■ **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Les équivalents de trésorerie comprennent des éléments presque aussi liquides que la trésorerie comme des dépôts à terme dont l'échéance est essentiellement de trois mois ou moins au moment de l'achat et qui sont détenus par des institutions financières de premier ordre.

Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat les instruments dérivés de taux ou de change qualifiés de couverture de juste valeur et les instruments financiers dérivés non qualifiés de couverture. Sont également classées dans cette catégorie les valeurs mobilières de placement que nous avons acquises pour être vendues ou rachetées à court terme. Elles sont évaluées à la juste valeur à la clôture et les variations de juste leur sont comptabilisées en résultat. Les justes valeurs des valeurs mobilières de placement sont déterminées principalement par référence au prix du marché (cours acheteur ou vendeur selon le cas).

Passifs financiers

Les différentes catégories de passifs financiers sont les suivantes :

Au 31 décembre 2020

en k€	Emprunts et dettes	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Passifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres ²	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	655	423	1 078	2
Autres passifs financiers non courants	50 607	—	—	50 607	—
Dettes fournisseurs	105 254	—	—	105 254	—
Autres créditeurs ¹	147 370	—	—	147 370	—
Instruments financiers dérivés courants	—	847	311	1 158	2
Concours bancaires et intérêts courus non échus	2 306	18	—	2 324	2
Autres passifs financiers courants	28 539	—	—	28 539	—
Passifs financiers	334 075	1 520	734	336 329	

Au 31 décembre 2019

en k€	Emprunts et dettes	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Passifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres ²	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	—	1 499	1 499	2
Autres passifs financiers non courants	305 370	—	—	305 370	—
Dettes fournisseurs	95 769	—	—	95 769	—
Autres créditeurs ¹	134 840	—	—	134 840	—
Instruments financiers dérivés courants	—	383	299	682	2
Concours bancaires et intérêts courus non échus	13 769	37	—	13 807	2
Autres passifs financiers courants	106 067	—	—	106 067	—
Passifs financiers	655 815	420	1 798	658 033	

¹ Hors produits constatés d'avance et dette d'impôt sur le résultat.

² La comptabilité de couverture permet de constater des variations de juste valeur en capitaux propres.

Au 31 décembre 2020, le coût de l'endettement financier brut s'élève à 10 716 k€ contre 17 803 k€ au 31 décembre 2019.

A33. Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers

Notre politique de gestion des risques financiers est gérée et centralisée par la direction des Affaires Financières du Groupe et en particulier sa direction Trésorerie et Financement.

Les stratégies de financement, de placement et couverture des risques de taux et de change sont ainsi systématiquement revues et supervisées par la direction des Affaires Financières. Les opérations réalisées par nos équipes locales sont également dirigées et suivies par la direction Trésorerie et Financement Groupe.

La détention d'instruments financiers se fait dans le seul but de réduire l'exposition aux risques de change et de taux et n'a aucune fin spéculative.

Nous détenons des instruments financiers dérivés uniquement dans le but de réduire notre exposition aux risques de taux et de change sur nos éléments de bilan et nos engagements fermes ou hautement probables.

S'agissant des couvertures de flux de trésorerie, en fonction des adossements et des maturités, ces couvertures peuvent intervenir et influencer sur le résultat de l'exercice en cours ou celui des exercices futurs.

Risque de crédit

■ Facteurs de risque

Le risque de crédit peut se matérialiser lorsque nous accordons un crédit au travers de délais de paiement à des clients. Le risque d'insolvabilité, voire de défaillance de certains d'entre eux peut entraîner un non-remboursement et ainsi impacter négativement notre compte de résultat et notre situation nette de trésorerie.

Les créances clients font l'objet d'une dépréciation correspondant aux pertes attendues estimées, déterminées par application d'une matrice de dépréciation (application du modèle de dépréciation simplifié prévu par la norme IFRS 9). Cette approche consiste à appliquer, par tranche de la balance âgée, un taux de dépréciation fonction de

l'historique de pertes de crédit ajustées, le cas échéant, pour prendre en compte des éléments de nature prospective.

Au 31 décembre 2020, l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit s'élève à 101 693 k€, soit le montant du poste créances clients dans nos comptes consolidés.

Le risque sur les ventes entre sociétés du Groupe est peu significatif, dans la mesure où nous faisons en sorte d'assurer à nos filiales la structure financière qui leur permet d'honorer leurs dettes.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous limitons les conséquences négatives de ce type de risque grâce à une très grande fragmentation et dispersion de nos clients et ce sur l'ensemble des pays où nous opérons. Notre département Trésorerie préconise en fonction de la réglementation en vigueur, des usages, du *rating*, des limites imposées par l'assurance-crédit, les délais de règlement maximum et fixe les limites de crédit aux clients à appliquer par entité opérationnelle. La direction Trésorerie et Financement gère et pilote ces aspects de crédit au niveau des entités françaises dont elle a la responsabilité directe et préconise les mêmes pratiques via des *guidelines* et *best practices* au niveau du Groupe. De plus, il existe un contrat cadre Groupe d'assurance-crédit dont bénéficie ou peut bénéficier chacune de nos filiales pour laquelle ce type de risque a été identifié.

Les états suivants présentent la ventilation des créances clients selon leurs échéances :

Au 31 décembre 2020

en k€	Créances à échoir	Créances en souffrance, depuis				Créances dépréciées	Total
		- de 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+ de 12 mois		
France	19 638	551	26	22	—	694	20 932
Europe (hors France)	15 884	2 719	392	—	—	1 557	20 552
Amérique latine	22 466	2 997	84	—	—	338	25 885
Amérique du Nord	5 946	186	—	—	—	1	6 134
Asie	11 326	902	189	—	—	295	12 713
Pacifique	14 911	133	2	—	—	3	15 049
Afrique & Moyen-Orient	3 003	314	—	—	—	2	3 319
Créances clients	93 174	7 802	694	22	—	2 891	104 584

Au 31 décembre 2019

en k€	Créances à échoir	Créances en souffrance, depuis				Créances dépréciées	Total
		- de 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+ de 12 mois		
France	20 253	791	220	—	—	537	21 800
Europe (hors France)	17 385	1 947	207	2	—	1 553	21 094
Amérique latine	23 270	6 315	21	—	—	584	30 189
Amérique du Nord	3 433	—	—	—	—	1	3 433
Asie	13 465	982	95	24	16	142	14 725
Pacifique	7 627	88	—	—	—	1	7 716
Afrique & Moyen-Orient	2 948	298	—	—	—	3	3 248
Créances clients	88 380	10 422	543	27	16	2 822	102 207

Les créances échues et non réglées sont analysées périodiquement et classées en créances douteuses lorsqu'il apparaît un risque que la créance ne soit pas recouvrée en totalité. Le montant de la provision constatée à la clôture est défini en fonction de la perte de crédit attendue à maturité.

Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Risque de contrepartie

■ Facteurs de risque

Nous sommes exposés à un risque de contrepartie dans le cadre des contrats et instruments financiers que nous souscrivons, dans le cas éventuel où le débiteur se refuserait à honorer tout ou partie de son engagement ou serait *in fine* dans l'impossibilité de le faire.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous apportons une attention particulière au choix des établissements bancaires que nous utilisons, et ceci de façon encore plus critique lorsqu'il s'agit de gérer les placements de la trésorerie disponible.

Nous considérons néanmoins avoir une exposition limitée au risque de contrepartie compte tenu de la qualité de nos principales contreparties. En effet, les placements ne se font qu'auprès d'établissements bancaires de premier ordre.

S'agissant des autres actifs financiers et notamment des éventuelles disponibilités, les excédents ponctuels de trésorerie des filiales sont généralement remontés chez la société mère, lorsque cela est possible, qui en assure la gestion centralisée, sous forme de dépôts à court terme rémunérés. Nous ne travaillons qu'avec des contreparties bancaires de premier rang.

Risque de liquidité

■ Facteurs de risque

La liquidité se définit comme notre capacité à faire face à nos échéances financières dans le cadre de notre activité courante et à trouver de nouvelles sources de financements en cas de besoin, et ce de manière à assurer continuellement l'équilibre entre nos dépenses et nos recettes. Dans le cadre de notre exploitation, de notre programme d'investissements récurrents et de notre politique active de croissance externe, nous sommes ainsi exposés au risque d'insuffisance de liquidités pour financer notre croissance et notre développement.

■ Dispositifs de gestion du risque

Notre politique de centralisation des excédents de trésorerie et des besoins de financement de l'ensemble des zones permet d'affiner nos positions nettes et d'optimiser la gestion des placements ou des financements, assurant ainsi notre capacité à faire face à nos engagements financiers et à maintenir un niveau de disponibilité optimal et compatible avec notre taille et nos besoins.

Dans le cadre de notre revue spécifique du risque de liquidité, nous effectuons régulièrement une revue détaillée de nos encours nous assurant ainsi du respect de notre *covenant* financier (*covenant* de la dette).

Au 31 décembre 2020, le ratio s'élève à -0,29, le situant ainsi sous la limite du *covenant* financier contractuel qui est établie à 3,75. Le calcul de ratio se fait en tenant compte de l'application de la norme *IFRS 16* (voir notes A18).

Par ailleurs, nous disposons d'une ligne de crédit *revolving* a hauteur de 420 millions € à échéance 2022 et tirée à hauteur de 16 millions € au 31 décembre 2020.

Dans le contexte de la crise covid, nous ne notons pas à ce stade d'impact significatif sur le coût ou l'accès au financement compte tenu de la très bonne situation financière du Groupe. De plus, nous n'avons pas eu à modifier nos financements et n'avons pas recouru en 2020 à des mesures de financement mises en place par les gouvernements.

Au regard de nos perspectives, notre trésorerie et nos ressources de financement couvrent suffisamment nos besoins en trésorerie.

Risques de fraude

■ Facteurs de risque

Nous sommes exposés à des cas de fraude interne ou externe qui pourraient entraîner des pertes financières et affecter notre réputation.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous nous attachons à renforcer le contrôle interne et accordons une importance toute particulière à la sensibilisation de nos équipes à ces problématiques. Nos équipes du siège donnent régulièrement des directives et indications fortes en la matière. La séparation des tâches ainsi qu'un dispositif de contrôle de gestion central, régional et local et la nomination de contrôleurs régionaux contribuent à renforcer le contrôle et à diminuer la probabilité de survenance de ce type de pratiques. Dès l'acquisition de nouvelles sociétés, nous intégrons ces dernières dans ces dispositifs de prévention de pratiques non éthiques.

Nous nous inscrivons dans une démarche de formation et de déploiement de bonnes pratiques qui ont pour vocation, entre autres, de prévenir les risques de fraude.

Le code de conduite Virbac marque notamment notre engagement d'exercer nos activités dans le respect du droit et de l'éthique et définit également la nature des relations que nous souhaitons avoir avec nos partenaires.

Risques de marché

Risque de change

■ Facteurs de risque

Le risque de change résulte de l'impact des fluctuations des taux de change sur nos flux financiers dans l'exercice de nos activités. Du fait de notre forte présence internationale, nous sommes exposés au risque de change sur les transactions ainsi qu'au risque de change sur la conversion des états financiers de nos filiales étrangères.

Nous traitons des activités dans des monnaies autres que l'euro, notre monnaie de référence. Le risque de change est suivi à l'aide de tableaux de bord issus des systèmes informatiques (*ERP*). Les positions sont actualisées à partir des états de restitution *ad hoc*.

La majeure partie de notre risque de change est centralisée sur la société mère, qui émet les factures vers ses filiales dans leur devise locale. Pour les ventes vers les pays à devise exotique, les factures sont émises en euro ou en dollar américain.

Compte tenu de nos achats et de nos ventes en devises, nous sommes exposés au risque de change principalement sur les devises suivantes : dollar américain, livre sterling, franc suisse et diverses devises en Asie, Pacifique et Amérique latine.

Étant donné notre exposition au risque de change, les fluctuations des cours des monnaies ont une incidence notable sur notre compte de résultat, tant sur le plan du risque de conversion que celui de transaction.

■ **Dispositifs de gestion du risque**

Afin de nous protéger des variations défavorables des différentes devises dans lesquelles sont libellés les ventes, les achats ou certaines opérations spécifiques, notre politique consiste à assurer la couverture du risque de change sur les transactions quand l'ampleur de l'exposition et les risques de fluctuation des devises sont élevés.

Nous couvrons la plupart de nos positions de change significatives et certaines (créances, dettes, dividendes, prêts intra-groupe), ainsi que nos ventes et achats futurs.

À cet effet, nous utilisons divers instruments disponibles sur le marché et pratiquons principalement des opérations de change à terme ou optionnelles.

Les instruments financiers dérivés de change sont présentés ci-après, à la valeur de marché :

en k€	2020	2019
Couverture de juste valeur	528	-93
Couverture des flux de trésorerie	98	-146
Couverture d'investissement net	—	—
Dérivés non qualifiés de couverture	-109	-80
Instruments financiers dérivés de change	517	-320

Les instruments dérivés détenus à la clôture ne sont pas tous qualifiés de couverture dans les comptes consolidés. Dans ce cas, les variations de valeur impactent directement le résultat de la période.

Risque de taux d'intérêt

■ **Facteurs de risque**

Notre compte de résultat peut être impacté par le risque de taux d'intérêt. En effet, des variations défavorables de taux peuvent ainsi avoir un effet négatif sur nos coûts de financement et nos flux financiers futurs.

Notre exposition au risque de taux résulte du fait que nos principales lignes de crédit sont à taux variable ; le coût de la dette peut donc augmenter en cas de hausse des taux.

Notre exposition au risque de taux résulte principalement des lignes de crédit à taux variables mises en place chez Virbac mais dont le montant est non significatif au 31 décembre 2020. Ces lignes sont indexées sur l'Euribor et le Libor US\$.

Les lignes de crédit aux États-Unis sont indexées sur le Libor US\$ mais non tirées au 31 décembre 2020.

Nous disposons actuellement de contrats de financement et de contrats de couvertures dont les taux d'intérêt sont indexés sur le Libor. Suite à l'annonce par la FCA (*UK Financial conduct authority*) de son intention de ne plus obliger les banques à contribuer aux cotations du Libor après le 31 décembre 2021, nos équipes financières sont en charge de la gestion de la disparition des indices Libor afin d'assurer la continuité de nos activités financières et commerciales. Nous retiendrons la pratique de place qui s'imposera tant en matière de substitution des indices portant sur des contrats existants que sur les nouveaux indices à utiliser pour les nouveaux contrats. Nous ne pouvons pas présager de l'impact que cela aura sur le coût de nos financements dans les devises concernées. portant sur des contrats existants que sur les nouveaux indices à utiliser pour les nouveaux contrats.

Le montant des en-cours sur les lignes de crédit est le suivant :

en k€	2020		2019	
	Taux d'intérêt réel moyen	Valeur comptable	Taux d'intérêt réel moyen	Valeur comptable
Chili	1,5%	16 987	3,1%	23 971
Uruguay	—	—	5,4%	2 753
France	2,1%	40 708	2,1%	44 468
Dettes à taux fixe		57 695		71 193
Vietnam	2,7%	252	2,2%	215
France	0,3%	19 841	2,0%	298 015
États-Unis	—	—	3,6%	32 936
Turquie	11,3%	378	—	—
Australie	—	—	1,9%	8 128
Philippines	7,9%	152	7,6%	158
Autres	—	1	—	173
Dettes à taux variable		20 624		339 626
Concours bancaires	—	2 306	—	13 770
Emprunts et concours bancaires		80 625		424 589

■ Dispositifs de gestion du risque

Pour gérer ces risques et optimiser le coût de notre endettement, nous suivons les évolutions et les anticipations de taux de marché et limitons notre exposition en mettant en place des couvertures de taux, au moyen d'instruments disponibles sur le marché comme des *caps* ou des *swaps* de taux d'intérêt (taux fixe) n'excédant pas la durée et le montant de nos engagements réels.

Les instruments financiers dérivés de taux d'intérêt sont présentés ci-après, à la valeur de marché :

en k€	2020	2019
Couverture de juste valeur	—	—
Couverture des flux de trésorerie	5 869	3 148
Couverture d'investissement net	—	—
Dérivés non qualifiés de couverture ¹	-1 230	—
Instruments financiers dérivés de taux	4 639	3 148

¹ Le remboursement de la dette a engendré la déqualification de certains instruments dérivés de taux.

Impacts spécifiques des couvertures des risques de change et de taux d'intérêt

■ Facteurs de risque

La comptabilité de couverture vise à compenser l'impact de l'élément couvert et de l'instrument de couverture dans le compte de résultat. Pour pouvoir être pris en compte dans la comptabilité de couverture, les liens de couverture doivent satisfaire plusieurs conditions strictes en matière de documentation, de probabilité de réalisation, d'efficacité de la couverture et de fiabilité de la mesure.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous ne procédons qu'à des opérations de couverture destinées à couvrir des expositions réelles ou certaines, nous ne créons donc pas de risque spéculatif.

Les instruments financiers dérivés sont qualifiés de couverture lorsque la relation de couverture peut être démontrée et documentée.

Les instruments financiers dérivés de change entrant dans une relation de couverture de flux de trésorerie ont en général une maturité d'un an maximum.

Les instruments financiers dérivés de taux d'intérêt sont destinés à couvrir des lignes de crédit ou des emprunts. Leur maturité est adossée à l'élément couvert, à l'exception de 1 230 k€ pour lesquels la dette a été remboursée par anticipation suite à l'encaissement du produit de la cession de Sentinel[®]

Au 31 décembre 2020, le montant des gains et pertes latents enregistrés en capitaux propres sur la période représente une charge nette de 603 k€. La part inefficace comptabilisée en résultat au titre des couvertures de flux de trésorerie constitue un produit de 1 050 k€ (couverture de change pour 1 067 k€ et de de taux pour -17 k€).

en k€	Nominal		Juste valeur positive		Juste valeur négative	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Contrat de change à terme de devise	58 761	48 477	938	227	328	467
Options de change de gré à gré	35 683	29 621	161	92	254	173
Instruments de change	94 443	78 098	1 098	319	582	640
Swap de taux	81 900	100 362	1	39	1 588	1 386
Options de taux d'intérêt	47 000	105 606	—	1	66	156
Swap de devises croisées	44 423	44 423	6 291	4 650	—	—
Instruments de taux d'intérêt	173 323	250 391	6 293	4 690	1 654	1 542
Instruments financiers dérivés	267 766	328 489	7 391	5 010	2 235	2 181

Risque d'approvisionnement

Les matières premières et certains principes actifs entrant dans la composition des produits que nous fabriquons sont fournis par des tiers. Dans certains cas, nous avons également recours à des façonniers ou des partenaires industriels qui disposent de capacités ou maîtrisent des technologies particulières.

Dans la mesure du possible, nous diversifions nos sources d'approvisionnement en référencant plusieurs fournisseurs, tout en nous assurant que ces différentes sources présentent les caractéristiques de qualité et de fiabilité suffisantes.

Néanmoins, il existe pour certains approvisionnements ou certaines technologies des situations où la diversification est difficile voire impossible, pouvant ainsi susciter un risque de rupture d'approvisionnement ou de pression sur les prix.

Pour limiter ces risques, nous élargissons autant que possible notre recherche de fournisseurs diversifiés et nous pouvons, dans certains cas, sécuriser notre approvisionnement en acquérant les technologies et capacités qui nous manquent et qui génèrent une dépendance trop forte. Cela a, par exemple, été le cas avec l'acquisition de la propriété industrielle et de l'outil de production de la matière protéique entrant dans la constitution du principal vaccin pour chats.

L'année 2020 est marquée par la crise sanitaire du coronavirus. La situation est extrêmement évolutive, partout dans le monde, et même si à ce stade nous n'avons pas détecté d'impact matériel, il est très difficile d'anticiper ce qu'il pourrait en être d'ici la fin de cette pandémie s'agissant de l'approvisionnement.

A34. Composition du capital social de Virbac

	2019	Augmentations	Diminutions	2020
Nombre d'actions autorisées	8 458 000	—	—	8 458 000
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	8 458 000	—	—	8 458 000
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	—	—	—	—
Actions en circulation	8 431 822	86 094	-81 220	8 436 696
Actions d'autocontrôle	26 178	81 220	-86 094	21 304
Valeur nominale des actions	1,25 €	—	—	1,25 €
Capital social de Virbac	10 572 500 €			10 572 500 €

A35. Attribution d'actions de performance

Le directoire, conformément à l'autorisation de l'assemblée générale, avait consenti des attributions d'actions de performance de la société à certains salariés et dirigeants de Virbac et ses filiales.

Juste valeur des plans d'actions de performance

Conformément à IFRS 2, ces plans ont été valorisés dans nos comptes consolidés par référence à la juste valeur des titres attribués à la date de leur attribution.

50% des actions du plan d'actions de performance de 2016, qui avait été attribué le 15 septembre 2016 et valorisé à 2 248 358 € (soit 12 150 actions de 185,05 €) ont été distribuées au cours de l'exercice 2020, pour une valorisation mise à jour de 955 413 € (soit 5 163 actions de 185,05 €).

Le plan d'actions de performance de 2018, attribué le 1^{er} août 2018, est valorisé à 1 788 000 €, correspondant à 15 000 actions de 119,20 €. Ce montant a fait l'objet d'un étalement sur une durée de *vesting* de 41 mois. L'impact constaté dans le compte de résultat au 31 décembre 2020 s'élève à 680 k€, contribution sociale incluse.

Le plan d'actions de performance de 2019, attribué le 30 juin 2019, est valorisé à 672 800 €, correspondant à 4 000 actions de 168,20 €. Ce montant a fait l'objet d'un étalement sur une durée de *vesting* de 24 mois. L'impact constaté dans le compte de résultat au 31 décembre 2020 s'élève à 432 k€, contribution sociale incluse.

Le plan d'actions de performance de 2020, attribué le 1^{er} juillet 2020, est valorisé à 312 000 €, correspondant à 1 600 actions de 195 €. Ce montant a fait l'objet d'un étalement sur une durée de *vesting* de 12 mois. L'impact constaté dans le compte de résultat au 31 décembre 2020 s'élève à 194 k€, contribution sociale incluse.

A36. Dividendes

En 2020, aucun dividende n'a été distribué aux propriétaires de la société mère.

Au titre de l'exercice 2020, il sera proposé à l'assemblée générale d'attribuer un dividende net de 0,75 € par action de nominal de 1,25 €.

A37. Effectifs

Évolution des effectifs par zone géographique

	2020	2019	Variation
France	1 309	1 323	-1,1%
Europe (hors France)	353	363	-2,8%
Amérique latine	967	961	0,6%
Amérique du Nord	452	477	-5,2%
Asie	1 386	1 331	4,1%
Pacifique	309	311	-0,6%
Afrique & Moyen-Orient	131	131	—%
Effectifs	4 907	4 897	0,2%

Répartition des effectifs par fonction

	2020		2019	
Production	1 679	34,2%	1 749	35,7%
Administration	665	13,6%	561	11,5%
Commercial	2 080	42,4%	2 042	41,7%
Recherche & Développement	483	9,8%	545	11,1%
Effectifs	4 907	100,0%	4 897	100,0%

Dans le cadre de l'implémentation de notre nouveau système d'information RH, nous avons revu le rattachement de certains effectifs, ce qui a entraîné des variations de périmètre entre 2019 et 2020, en particulier des fonctions de production et recherche et développement vers les fonctions administratives et commerciales.

A38. Information sur les parties liées

Rémunération des membres du conseil de surveillance

	2020		2019	
	Rémunération de la présidente	Rémunérations	Rémunération de la présidente	Rémunérations
Marie-Hélène Dick-Madelpuech	95 000 €	22 400 €	95 000 €	16 500 €
Pierre Madelpuech	—	22 400 €	—	16 500 €
Solène Madelpuech	—	22 400 €	—	22 000 €
Philippe Capron	—	25 600 €	—	25 000 €
Société OJB Conseil représentée par Olivier Bohuon	—	22 400 €	—	22 000 €
Cyrille Petit	—	—	—	11 000 €
Société Cyrille Petit Conseil représentée par Cyrille Petit	—	22 400 €	—	—
Société Galix Conseils représentée par Grita Loeb sack	—	—	—	22 000 €
Censeur, société XYC Unipessoal Lda représentée par Xavier Yon	—	22 400 €	—	22 000 €
Total	95 000 €	160 000 €	95 000 €	157 000 €

Rémunération des membres du directoire

Au 31 décembre 2020 - Montants bruts dus au titre de l'exercice

	Rémunération fixe (y compris avantages en nature)	Rémunération liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe	Rémunération variable	Rémunération totale
Sébastien Huron	356 738 €	35 000 €	188 100 €	579 838 €
Christian Karst	287 136 €	45 000 €	165 000 €	497 136 €
Habib Ramdani	222 297 €	0 €	88 800 €	311 097 €
Total	866 171 €	80 000 €	441 900 €	1 388 071 €

Comme mentionné dans les événements significatifs de l'exercice, notre gouvernance a été modifiée le 15 décembre 2020. Cependant, les éléments de rémunérations restent identiques au titre des nouvelles fonctions des membres du directoire.

Au 31 décembre 2019 - Montants bruts dus au titre de l'exercice

	Rémunération fixe (y compris avantages en nature)	Rémunération liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe	Rémunération variable	Rémunération totale
Sébastien Huron	340 361 €	35 000 €	180 000 €	555 361 €
Christian Karst	275 184 €	45 000 €	159 000 €	479 184 €
Habib Ramdani	213 570 €	—	85 200 €	298 770 €
Jean-Pierre Dick	16 460 €	—	—	16 460 €
Total	845 575 €	80 000 €	424 200 €	1 349 775 €

Les rémunérations versées au titre de l'exercice 2020 correspondent à la rémunération fixe versée en 2020, à la rémunération liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe versée en 2020, à la rémunération variable versée en 2021 au titre de 2020 et aux avantages en nature accordés en 2020 (véhicule de fonction).

Critères d'assiette de la part variable

Chaque membre du directoire a un objectif de rémunération variable qui représente un pourcentage de sa rémunération fixe.

La rémunération variable des membres du directoire est essentiellement fonction des objectifs suivants :

- croissance du chiffre d'affaires ;
- croissance du résultat opérationnel courant ;
- maîtrise de la trésorerie et de l'endettement du Groupe.

Autres avantages

En sus des différents éléments de rémunération, les membres du directoire bénéficient des avantages décrits ci-dessous.

■ Véhicule de fonction :

Les membres du directoire bénéficient d'un véhicule de fonction, selon la politique définie par le comité de rémunération.

■ Régime d'assurance maladie, maternité, prévoyance et retraite :

Les membres du directoire et le président du directoire bénéficient des régimes d'assurance maladie, maternité, prévoyance et retraite dont bénéficient l'ensemble des cadres de la société, dans les mêmes conditions de cotisations et de prestations que celles définies pour les autres cadres de la société.

■ Régime d'assurance chômage

Le président du directoire bénéficie du régime d'assurance chômage privée de la Garantie sociale des chefs d'entreprise (GSC) selon la formule 70 sur un an, conformément aux conditions générales de cet organisme, dont les cotisations seront intégralement prises en charge par la société mais feront l'objet de la déclaration d'un avantage en nature au bénéfice du président du directoire. Le montant des cotisations annuelles à terme ne pourra excéder 15 000 €.

Les autres membres du directoire bénéficient du régime d'assurance chômage des salariés de l'entreprise.

■ Régime d'assurance retraite supplémentaire

Suite à la décision du Conseil de surveillance du 12 mars 2019, un avenant au régime de retraite à prestations définies des membres du directoire a été signé le 14 juin 2019. Cet avenant redéfinit d'une part les bénéficiaires du plan, et d'autre part le nouveau taux de rente applicable.

Les conditions d'attribution sont désormais les suivantes :

- ancienneté dans le Groupe supérieure à dix ans, dont neuf ans en tant que membre du directoire ou 15 ans pour une prestation de 10,5% du traitement de référence ;
- être âgé d'au moins 60 ans ;
- achever sa carrière dans le Groupe.

■ Indemnités de départ contraint

Le président du directoire Sébastien Huron bénéficie d'engagements pris par la société en cas de cessation de ses fonctions aux termes d'une décision du conseil de surveillance du 20 décembre 2017.

Le président du directoire bénéficie, en cas de départ contraint de ses fonctions de président du directoire, d'une indemnité de départ d'un montant qui sera déterminé en fonction de l'atteinte d'un ratio du résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires net du Groupe (Ratio = résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires hors taxes) sur les deux derniers et/ou les quatre derniers semestres comptables clos et qui pourra se situer dans une fourchette entre 0 et 700 000 €.

Les engagements pris par la société en cas de cessation des fonctions de Christian Karst, membre du directoire et directeur général ont été renouvelés par le conseil de surveillance du 13 mars 2018. L'indemnité s'élèverait à 326 000 €. La réalisation des conditions de performance des indemnités de départ peut, suivant le cas, être mesurée sur une durée de deux semestres précédant le départ du dirigeant, et non pas de deux ans au moins, tel que préconisé par le Code. Cependant, le montant de ces indemnités est sensiblement inférieur à la limite de deux ans de rémunération prévue par le Code et les conditions de performance sont exigeantes (ratio résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires supérieur ou égal à 7%).

L'indemnité de départ ne pourra être versée qu'en cas de départ contraint, à l'initiative de la société. Elle ne sera pas due en cas de démission, de départ à la retraite à taux plein, de départ suite à l'atteinte de l'âge limite pour être membre du directoire, ou en cas de révocation pour faute grave.

■ Indemnités de non-concurrence

Sébastien Huron a accepté un engagement de non-concurrence en cas de départ, en contrepartie duquel une indemnité de non concurrence est prévue.

En contrepartie de l'obligation de non-concurrence, Sébastien Huron percevra mensuellement, pendant toute la durée de l'interdiction de concurrence, une indemnité d'un montant égal à 80% de sa rémunération mensuelle fixe brute perçue au titre du dernier exercice clos de la société (y compris les jetons de présence et toutes autres rémunérations liées à ses mandats au sein du groupe Virbac). Cette indemnité sera plafonnée pour cette période de 18 mois à une somme maximum de 500 000 € brut.

■ **Attribution d'actions de performance**

Le directoire, conformément à l'autorisation de l'assemblée générale, consent depuis 2006 à certains salariés dirigeants de Virbac et de ses filiales des attributions d'actions de performance. Ces attributions sont soumises à la réalisation d'un objectif de performance lié à la rentabilité et à l'endettement net du Groupe.

Les attributions d'actions de performance accordées aux membres du directoire au titre des cinq derniers exercices sont les suivantes :

	Nombre d'actions Plan 2016	Nombre d'actions Plan 2018	Nombre d'actions Plan 2019	Nombre d'actions Plan 2020
Sébastien Huron	1 000	1 600	—	—
Christian Karst	1 000	1 200	4 000	1 600
Habib Ramdani	400	1 000	—	—
Total	2 400	3 800	4 000	1 600

Au cours de l'exercice 2020, 50% des actions de performance du Plan 2016 ont été acquises par les bénéficiaires conformément aux conditions du règlement du plan.

A39. Engagements hors-bilan

■ **Cautions ou garanties données par Virbac ou certaines de ses filiales.**

L'état des principales cautions et garanties accordées est présenté ci-après :

en k€	Garantie donnée auprès de	Date limite de validité	2020	2019
PP Manufacturing Corporation	NDNE 9/90 Corporate Center LLC	30/09/2026	4 698	5 984
Virbac Uruguay	Banco de la Republica Oriental del Uruguay	—	3 260	3 561
Engagements donnés			7 958	9 545

■ **Passifs éventuels**

Virbac et ses filiales sont parfois impliqués dans des contentieux, ou d'autres procédures légales, généralement liées à des litiges relatifs aux droits de propriété intellectuelle, des litiges en matière de droit de la concurrence et en matière fiscale.

Chaque situation est analysée au regard d'IAS 37 ou au regard d'IFRIC 23, lorsqu'il s'agit d'incertitude relative au traitement des impôts. Aucune provision n'est constituée lorsque la société considère que le passif est éventuel, et une information est donnée en annexe.

C'est le cas en particulier d'une demande faite courant 2014 par un concurrent du Groupe en réparation d'un prétendu préjudice relatif à un brevet d'utilisation. Le risque de sortie de ressources étant jugé très faible par le management, aucune provision n'a été comptabilisée.

S'agissant de litiges fiscaux en cours chez Virbac et dans ses filiales, une provision a été constatée conformément aux normes en vigueur (cf note A19). Lorsque la société estime non justifiée une proposition de redressement et qu'elle considère que ses arguments sont suffisamment solides, elle traite chacun de ces cas comme un passif éventuel.

A40. Périmètre de consolidation

Raison sociale	Localité	Pays	2020		2019	
			Contrôle	Intégration	Contrôle	Intégration
France						
Virbac (société mère)	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Interlab	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac France	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Distribution	Wissous	France	—	—	100,00%	Globale
Virbac Nutrition	Vauvert	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Bio Vêto Test	La Seyne sur Mer	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Alfamed	Carros	France	99,70%	Globale	99,70%	Globale
Europe (hors France)						
Virbac Belgium SA	Wavre	Belgique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Nederland BV ¹	Barneveld	Pays-Bas	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac (Switzerland) AG	Glattbrugg	Suisse	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Ltd	Bury St. Edmunds	Royaume-Uni	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac SRL	Milan	Italie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Danmark A/S	Kolding	Danemark	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Pharma Handelsgesellschaft mbH	Bad Oldesloe	Allemagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Tierarzneimittel GmbH	Bad Oldesloe	Allemagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac SP zoo	Varsovie	Pologne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hungary Kft	Budapest	Hongrie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hellas SA	Agios Stefanos	Grèce	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Animedica SA	Agios Stefanos	Grèce	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac España SA	Barcelone	Espagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Österreich GmbH	Vienne	Autriche	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac de Portugal Laboratorios Lda	Almerim	Portugal	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hayvan Sağlığı Limited Şirketi	Istanbul	Turquie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Amérique du Nord						
Virbac Corporation ¹	Fort Worth	États-Unis	100,00%	Globale	100,00%	Globale
PP Manufacturing Corporation	Framingham	États-Unis	100,00%	Globale	100,00%	Globale

¹ Paliers pré-consolidés

Raison sociale	Localité	Pays	2020		2019	
			Contrôle	Intégration	Contrôle	Intégration
Amérique latine						
Virbac do Brasil Industria e Comercio Ltda	São Paulo	Brésil	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Mexico SA de CV	Guadalajara	Mexique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Laboratorios Virbac Mexico SA de CV	Guadalajara	Mexique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Colombia Ltda	Bogota	Colombie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Laboratorios Virbac Costa Rica SA	San José	Costa Rica	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Chile SpA	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Patagonia Ltda	Santiago	Chili	100,00%	Globale	99,70%	Globale
Holding Salud Animal SA	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Centro Veterinario y Agrícola Limitada	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Farquímica SpA	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Bioanimal Corp SpA	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Productos Quimicos Ehlinger	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Centrovvet Inc	Allegheny	États-Unis	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Centrovvet Argentina	Buenos Aires	Argentine	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Inversiones HSA Ltda	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Rentista de capitales Takumi Ltda	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Virbac Uruguay SA	Montevideo	Uruguay	99,17%	Globale	99,17%	Globale
Virbac Latam Spa	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Asie						
Virbac Trading (Shanghai) Co. Ltd	Shanghai	China	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac H.K. Trading Limited	Hong Kong	Hong Kong	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Asia Pharma Ltd	Hong Kong	Hong Kong	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Korea Co. Ltd	Séoul	Corée du	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac (Thailand) Co. Ltd	Bangkok	Thaïlande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Taiwan Co. Ltd	Taïpei	Taiwan	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Philippines Inc.	Taguig City	Philippines	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Japan Co. Ltd	Osaka	Japon	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Asia Pacific Co. Ltd	Bangkok	Thaïlande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Vietnam Co. Ltd	Ho Chi Minh Ville	Vietnam	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Animal Health India Private Limited	Mumbai	Inde	100,00%	Globale	100,00%	Globale
SBC Virbac Limited	Hong Kong	Hong Kong	—%	—	100,00%	Globale
SBC Virbac Biotech Limited	Taïpei	Taiwan	—%	—	100,00%	Globale
AVF Animal Health Co Ltd Hong-Kong	Hong Kong	Hong Kong	50,00%	Équivalence	50,00%	Équivalence
AVF Chemical Industrial Co Ltd China	Jinan (Shandong)	Chine	50,00%	Équivalence	50,00%	Équivalence
Shandong Weisheng Biotech Co., Ltd	Jinan (Shandong)	Chine	50,00%	Équivalence		
Pacifique						
Virbac (Australia) Pty Ltd ¹	Milperra	Australie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac New Zealand Limited	Hamilton	Nouvelle Zélande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Afrique & Moyen-Orient						
Virbac RSA (Proprietary) Ltd ¹	Centurion	Afrique du Sud	100,00%	Globale	100,00%	Globale
GPM Virbac	Constantine	Algérie	—%	—	42,85%	Équivalence

¹ Paliers pré-consolidés